



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 NOVEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 15th, 1947

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
17227 — 1-52

## Lettres patentes

### Baie St-Paul Plywoods & Box Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt et un octobre 1947, constituant en corporation: Blaise Fournier, avocat, J.-Nérée Poulin, comptable, et Lucienne Marier, sténographe, tous de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exercer en vue d'exploiter comme manufacturier, mandant ou agent le commerce de bois dans toutes et chacune des branches de celui en gros ou en détail;

Fabriquer des boîtes, paniers ou tout contenant provenant du bois ou de ses dérivés, sous le nom de "Baie St-Paul Plywoods & Box Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$125,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de \$5 chacune et de 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 319, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

## Letters Patent

### Baie St-Paul Plywoods & Box Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1947, incorporating: Blaise Fournier, advocate, J. Nérée Poulin, accountant, and Lucienne Marier, stenographer, all of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on the lumber business in all or any of its lines, both wholesale or retail, and for such purpose act as manufacturer, principal or agent;

To manufacture boxes, baskets or anything derived from wood or its by-products, under the name of "Baie St-Paul Plywoods & Box Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$125,000, divided into 5,000 common shares of \$5 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 319 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Bruwood Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize octobre 1947, constituant en corporation: L. E. Langis Galipeault, avocat et conseil en loi du Roi, Alexandre-A. Labrèque, avocat, et Antonio Leclerc, comptable, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses branches, le commerce de manufacturier et marchand de billes, bois de construction, bois de charpente, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe, et tous autres articles et matériaux dans lesquels il entre du bois, de la pulpe, de la planche de pulpe ou papier ou dont ceux-ci forment partie;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement aliéner des meubles de tous genres et de toutes descriptions, sous le nom de "Bruwood Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph de Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Buffalo Shoe Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1947, constituant en corporation: Raymond Gingras, Paul-Henri Gingras, industriels, et Fernand Bédard, C.G.A., comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter des chaussures de toutes sortes, des cirages, vernis et autres préparations pour les chaussures, le cuir, le caoutchouc, le plastique, des formes, et tous autres accessoires, et faire généralement le commerce de gros et de détail des peaux crues et tannées et de tous les produits et matières premières s'y rattachant, sous le nom de "Buffalo Shoe Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune, valeur au pair;

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Colonie "Les Bosquets Albert Hudon"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Hudon, négociant, de la cité d'Outremont, Gérard Favreau, industriel, Eugène Gibeau, indus-

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Bruwood Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1947, incorporating: L.-E.-Langis Galipeault, advocate and King's Counsel, Alexandre-A. Labrèque, advocate, and Antonio Leclerc, accountant, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of a manufacturer of and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard or paper enter, or of which they form part;

To manufacture, buy, sell and otherwise dispose of furniture of all kinds and descriptions, under the name of "Bruwood Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$1.00 each.

The head office of the company will be at St. Joseph de Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Buffalo Shoe Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1947, incorporating: Raymond Gingras, Paul Henri Gingras, manufacturers, and Fernand Bédard, C.G.A., accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import and export footwear of all kinds, polish, pastes and other dressings for shoes; leather, rubber, plastic, lasts and all other accessories, and deal generally, wholesale and retail in raw and dressed hides and all products and raw matter connected therewith, under the name of "Buffalo Shoe Inc." with a capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each, and 400 preferred shares of \$100 each, par value.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Colonie "Les Bosquets Albert Hudon"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Hudon, merchant of the city of Outremont, Gérard Favreau, manufacturer, Eugène Gibeau, manufac-

triel, MM. les abbés Georges-H. Dugal et Léandre Lacombe, prêtres, tous quatre de la cité de Montréal, et tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Aménager, maintenir, diriger et administrer des camps d'été pour les enfants, sous le nom de "Colonie "Les Bosquets Albert Hudon".

Le revenu annuel des immeubles possédés par la corporation uniquement pour des fins de revenus n'excèdera pas cent mille dollars (\$100,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### Grondin & Savary Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1947, constituant en corporation: Yvon Savary, comptable, Alfred Grondin, entrepreneur-entrepreneur, tous deux de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, et Dr Joseph Savary, médecin, de Jonquières, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer généralement, dans toutes leurs spécialités, les affaires de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Grondin & Savary Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 360 actions privilégiées de \$100 chacune, et 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### Nerom Hosiery (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1947, constituant en corporation: Laurent Drouin, avocat, René-F. Grothé, comptable, et Françoise Bellay, sténographe, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme manufacturier et ou marchand de tout ce qui a rapport, de quelque façon que ce soit, aux vêtements d'hommes ou de femmes, ainsi qu'aux accessoires et à toute partie d'iceux, sous le nom de "Nerom Hosiery (Quebec) Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### Paspébiac Amusement Co. Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

turer, the Rev. abbés Georges H. Dugal and Léandre Lacombe, priest, all four of the city of Montreal, and all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To equip, maintain, direct and manage summer camps for children, under the name of "Colonie "Les Bosquets Albert Hudon".

The annual revenue from the immovables owned by the corporation solely for revenue shall not exceed one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be in Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Grondin & Savary Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1947, incorporating: Yvon Savary, accountant, Alfred Grondin, contractor and joiner, both of the city of Québec, judicial district of Québec, and Dr Joseph Savary, physician, of Jonquières, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on generally and in all lines of same, the business of builders and contractors, under the name of "Grondin & Savary Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 360 preferred shares of \$100 each, and 4,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Nerom Hosiery (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1947, incorporating: Laurent Drouin, advocate, René-F. Grothé, accountant, and Françoise Bellay, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general manufacturing and or merchandising business in any way connected with men's and women's wearing apparel and accessories and any part thereof, under the name of "Nerom Hosiery (Quebec) Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each, and 800 preferred shares of the par value of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1947.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Paspébiac Amusement Co. Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

vince de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1947, constituant en corporation: Joseph-G. DelaRosbil, Rita DelaRosbil, épouse commune en biens de Joseph-G. DelaRosbil, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Ernest Holmes, et Elizabeth Holmes, épouse commune en biens de Ernest Holmes et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Paspébiac, district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Opérer un théâtre de vues animées, allées de quilles, tables de billards, restaurant, sous le nom de "Paspébiac Amusement Co. Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Paspébiac, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**Screen-Tex Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1947, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du Roi, Moses Moscovitch, avocat, et Margaret McMartin, commis, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et exercer le commerce de l'imprimerie, imprimerie à trame, peinture, peinture à trame, aussi coller, gaufrer, préparer, adapter, combiner, finir, colorier, lithographier, estamper, décorer, dessiner, convertir, usiner, mettre du service et travailler, de quelque manière que ce soit, les draps, les étoffes, textiles, papiers, bois, cuirs, métaux et tissus de toutes descriptions;

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs et négociants de drap, de textiles, d'étoffes et tissus de toutes descriptions, sous le nom de "Screen-Tex Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**The Kiwanis Club of Waterloo Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-un octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Millinchamp, gérant d'usine, George Chester Dubois, gérant, et Benoit Marchessault, avocat, tous de Waterloo, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Favoriser l'adoption et l'application d'un idéal plus élevé dans le domaine social, commercial et professionnel, sous le nom de "The Kiwanis Club of Waterloo Incorporated".

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

ince of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1947, incorporating: Joseph-G. DelaRosbil, Rita DelaRosbil, wife common as to property of Joseph-G. DelaRosbil, and duly authorized by him for the purposes hereof, Ernest Holmes, and Elizabeth Holmes, wife common as to property of Ernest Holmes and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Paspébiac, judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To operate a moving picture theatre, bowling alleys, billiard tables and restaurant, under the name of "Paspébiac Amusement Co. Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Paspébiac, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Screen-Tex Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1947, incorporating: John Jacob Spector, advocate and King's Counsel, Moses Moscovitch, advocate, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of printing, screen-printing, painting, screen-painting, laminating, embossing, preparing, adapting, compounding, finishing, colouring, lithographing, stamping, decorating, designing, converting, processing, servicing and working, in any manner whatsoever, cloths, fabrics, textiles, papers, woods, leathers, metals, and tissues, of every description;

To carry on the business of manufacturers, producers of and dealers in cloths, materials, fabrics and tissues of all descriptions, under the name of "Screen-Tex Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1947.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**The Kiwanis Club of Waterloo Incorporated**

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1947, incorporating without share capital: Robert Millinchamp, plant manager, George Chester Dubois, manager, and Benoit Marchessault, lawyer, all of Waterloo, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To promote the adoption and the application of higher social, business, and professional standards, under the name of "The Kiwanis Club of Waterloo Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Waterloo, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
20585 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
20585-o Deputy Attorney General.

### Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 8685. Anna Gravel, épouse commune en biens de Edouard Lessard, marchand, demeurant et résidant au Petit Bois d'Autrey à Berthierville, dans le district de Joliette, demanderesse vs ledit Edouard Lessard du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingtième jour d'octobre, 1947.

Les Procureurs de la demanderesse,  
20590-o GAGNON & RAYMOND.

### Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 8685. Anna Gravel wife common as to property of Edouard Lessard, merchant, living and residing in Petit Bois d'Autrey, at Berthierville in the district of Joliette, plaintiff vs the said Edouard Lessard, of same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twentieth of October, 1947.

GAGNON & RAYMOND,  
20590-o Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, N° 19,882. Dame Cécile Latontaine, épouse commune en biens de Léopold Roy, de St-Malachie, Co. Dorchester, demanderesse vs Léopold Roy, journalier, St-Malachie, Co. Dorchester, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 12 novembre 1947.

St-Joseph de Beauce, ce 12 novembre 1947.  
Le Procureur de la demanderesse,  
20610-o EMMETT O'FARRELL,

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 19,882, Dame Cécile Latontaine, wife common as to property of Léopold Roy, of St-Malachie, county of Dorchester, plaintiff; vs Léopold Roy, laborer, of St-Malachie, County Dorchester, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on November 12th, 1947.

St-Joseph de Beauce, November 12, 1947.  
EMMETT O'FARRELL,  
20610 Attorney for plaintiff.

### Arrêtés en Conseil

#### ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1801

Québec, le 5 Nov. 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32, paragraphe "a", de la loi 11 George VI, chapitre 33, Loi de l'impôt sur les corporations, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer la part du capital versé, capital-actions payé, revenu brut ou revenu net servant de base au calcul des taxes établies par ladite loi, dans le cas de compagnies faisant affaires dans Québec et ailleurs;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 33 de ladite loi, le Lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du Trésorier, est autorisé à changer ou modifier les impôts prévus par la Loi de l'impôt sur les corporations;

ATTENDU que les profits réalisés par une compagnie servent de base à la taxe imposée par l'article 6 de ladite loi;

ATTENDU que l'article 8 de ladite loi énumère les dépenses et déboursés non admis en déduction du montant des profits;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Trésorier de la province:

### Orders in Council

#### ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1801

Quebec, Nov. 5, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation Tax Act.

WHEREAS under paragraph "a" of Section 32 of the Corporation Tax Act, 11, George VI, Chapter 33, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the part of the paid-up capital, capital stock, gross revenue and net revenue which will serve as a basis for the computation of the taxes imposed by this Act, in the case of companies transacting business both in Quebec and elsewhere;

WHEREAS, under section 33 of the said Act, the Lieutenant-Governor in council is authorized, on the recommendation of the Treasurer, to change or modify the taxes provided by the Corporation Tax Act;

WHEREAS the profits earned by a company serve as a basis for computing the tax imposed by section 6 of the said Act;

WHEREAS section 8 of the said Act recites the disbursements and expenses not deductible from the amount of profits;

WHEREFORE IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Treasurer:

QUE les dépenses encourues par une corporation pour gagner un revenu non imposable ne soient pas admises en déduction dans le calcul à être cotisé, sauf dans la mesure où ces dépenses dépassent le revenu non imposable.

Le dit amendement pour prendre effet à compter du 1er janvier 1947.

A. MORISSET,  
20589-o Greffier du Conseil Exécutif.

THAT the expenses incurred by a corporation to earn non-taxable income be not allowed as a deduction in computing the income to be assessed, except to the extent that such expenses exceed the exempt income.

The said amendment to take effect as from the first of January, 1947.

A. MORISSET,  
20589-o Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 1884

Québec, le 12 novembre 1947

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'Industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Standard Paper Box Limited, The King Paper Box Co. Ltd, The London Paper Box Company Limited, Major Paper Box & Wire Works Limited, United Paper Box Company Limited, City Paper Box Co. Ltd, Cartons Limited, Atlantic Paper Box Co. Ltd, The Atlas Paper Box Co. Limited, Canada Envelope Co., Premier Paper Box Ltd, J.-C. Wilson Limited, Cormier Paper Box Co. Ltd, Richelieu Paper Box Co. Limited, Ideal Paper Box Co. Limited, Marieville Paper Box Co., Globe Paper Box Co. Ltd, L'Association patronale du Commerce de Québec, Inc., Page-Sangster Printing Co. Ltd",

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés de "American Paper Box Co. Ltd", L'Association des Employés de "Standard Paper Box Ltd, Division Folding and Solid", La Fraternité des Employés de "Premier Paper Box Limited", L'Association des Employés de "The King Paper Box Co. Ltd", L'Association des Employés de "United Paper Box Co. Ltd", "Cartons Employees Amical Association", Major Paper Box and Wire Works Ltd. Employees Association"; Le Syndicat catholique des Employés des Industries de la boîte et des sacs en papier de Québec inc.; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la Gazette officielle de Québec, édition du 20 septembre 1947;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et l'industrie visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'une objection a été formulée et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1884

Quebec, November 12, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the manufacturing of paper boxes in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Standard Paper Box Limited, The King Paper Box Co. Ltd, The London Paper Box Company Limited, Major Paper Box & Wire Works Limited, United Paper Box Company Limited, City Paper Box Co. Ltd, Cartons Limited, Atlantic Paper Box Co. Ltd, The Atlas Paper Box Co. Limited, Canada Envelope Co., Premier Paper Box Ltd, J. C. Wilson Limited, Cormier Paper Box Co. Ltd, Richelieu Paper Box Co. Limited, Ideal Paper Box Co. Limited, Marieville Paper Box Co., Globe Paper Box Co. Ltd, "L'Association patronale du Commerce de Québec, Inc.", Page-Sangster Printing Co. Ltd;

And, ON THE OTHER PART:

The American Paper Box Co. Ltd, Employees' Association, The Standard Paper Box Ltd. Employees' Association, Folding and Solid Division, The Brotherhood of the Employees of Premier Paper Box Limited, The King Paper Box Co. Ltd. Employees' Association, The United Paper Box Co. Ltd. Employees' Association, Cartons Employees' Amical Association, Major Paper Box and Wire Works Ltd. Employees' Association, Le Syndicat catholique des Employés des Industries de la boîte et des sacs en papier de Québec inc.

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the Quebec Official Gazette, issue of September 20, 1947;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and the industry concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS one objection has been set forth and it has been submitted to the contracting parties for consideration,

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 septembre 1947.

**I. Jurisdiction:** a) *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, aux fins d'application, comprend toute la province de Québec.

Cette juridiction est divisée en deux (2) zones, de la façon suivante:

**Zone I:** L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de ses limites.

**Zone II:** Le reste de la province de Québec.

b) *Jurisdiction industrielle:* La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier ou carton, et de toutes autres boîtes à base de fibre, pulpe ou papier non gaufré. Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré, ni la fabrication des boîtes de bois et carton, si le carton est utilisé comme matière accessoire. Le Comité paritaire s'en rapportera à la classification de la Commission des Accidents du Travail qui doit déterminer, pour fins de cotisation, si une industrie est essentiellement engagée dans la fabrication de la boîte de bois ou dans celle de la boîte de carton.

c) *Jurisdiction professionnelle:* Le décret ne régit que les salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé dans les articles spécifiant les taux de salaires minima ainsi que les salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans l'industrie de la boîte de carton.

#### ZONE I

##### Taux de salaires et conditions de travail

**II. Salaires Minima:** Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

##### a) Salariées — Female Employees:

Contremaitresse — Forelady .....		
Travailleuse à la main, 1ère classe — Handwork, first class .....		
Mécanicienne de machine S. et S. — S and S Machine Operator .....		
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top-Piece Machine Operator .....		
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering Machine Operator ..		
Mécanicienne de machine à renforts — Staying Machine Operator ..		
Attacheuse — Tier .....		
Piqueuse à la machine — Stitcher .....		
Mécanicienne de gommeuse filée à la main — Hand-Fed Table Gummer .....		
Fileuse de machine à renforts à quatre coins — Four-Corner Machine feeder .....		
Fileuse de machine "Brightwood" — Brightwood Machine feeder ..		
Salariées non-classifiées — Non-classified help .....		

##### Apprenti:

1er semestre 20% de moins que le minimum.  
2ième semestre 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 20, 1947.

**I. Jurisdiction:** a) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, for purposes of enforcement, includes the entire province of Québec.

Such jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

**Zone I:** The Island of Montreal and the territory comprised in a radius of fifty (50) miles from its limits.

**Zone II:** The remainder of the Province of Québec.

b) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the decree comprises the manufacturing of paper boxes, of wood-imitation boxes, partly made or completed with paper or cardboard, and of all other fibre, pulp or paper boxes made of uncorrugated material. However, the decree neither applies to the manufacturing of corrugated paper boxes nor to the manufacturing of wood and paper boxes when the paper is used as accessory material. The Parity Committee shall abide by the classification of the Workmen's Compensation Commission which determines, for levy purposes, whether an industry is essentially engaged in the manufacturing of wooden boxes or in that of paper boxes.

c) *Professional jurisdiction:* The decree applies only to the employees for which a wage rate is established in sections stipulating minimum wage rates, and to the employees of the printing trades working in the paper box industry.

#### ZONE I

##### Wage rates and working conditions

**II. Minimum wage rates:** The minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

##### Taux horaires — Hourly rates

Minima — Maxima  
Minimum — Maximum

Contremaitresse — Forelady .....	\$0.42	\$0.57
Travailleuse à la main, 1ère classe — Handwork, first class .....	0.36	0.49
Mécanicienne de machine S. et S. — S and S Machine Operator .....	0.36	0.48
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top-Piece Machine Operator .....	0.36	0.48
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering Machine Operator ..	0.36	0.48
Mécanicienne de machine à renforts — Staying Machine Operator ..	0.36	0.48
Attacheuse — Tier .....	0.36	0.48
Piqueuse à la machine — Stitcher .....	0.36	0.48
Mécanicienne de gommeuse filée à la main — Hand-Fed Table Gummer .....	0.32	0.45
Fileuse de machine à renforts à quatre coins — Four-Corner Machine feeder .....	0.36	0.48
Fileuse de machine "Brightwood" — Brightwood Machine feeder ..	0.36	0.48
Salariées non-classifiées — Non-classified help .....	0.29	0.48

##### Apprentice:

1st six months, 20% less than minimum rate.  
2nd six months, 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Nonobstant la cédula de salaire précédente, le salaire minimum moyen des salariées, y compris les apprenties, ne doit pas être inférieur à \$0.36 par heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima ci-haut mentionnés.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of female employees including apprentices, shall not be less than \$0.36 per hour, for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the above maximum rates shall not be considered.

b) Salariés (sex masculin) — Male Employees.

Taux horaires — Hourly rates  
Minima — Minimum  
Maxima — Maximum

Contremaître — Foreman . . . . .	\$0.74	\$1.01
Mécanicien de marqueur-mitrailleuse — Scorer . . . . .	0.66	0.84
Mécanicien de guillotine — Cutter on knife . . . . .	0.59	0.81
Mécanicien de monteuse, simple et double — End-Piece operator, single and double . . . . .	0.54	0.74
Mécanicien de machine "Brightwood" — Brightwood Machine operator . . . . .	0.60	0.80
Fileur de machine "Brightwood" — Brightwood Machine feeder . . . . .	0.41	0.51
Mécanicien de machine à renforts à quatre coins — Four-corner Stayer operator . . . . .	0.60	0.80
Fileur de machine à renforts à quatre coins — Four-corner Stayer feeder . . . . .	0.41	0.51
Bobineur — Slitter operator . . . . .	0.49	0.66
Presseur de rebuts — Bale-press operator . . . . .	0.51	0.68
Mécanicien de machine emporte-pièce — Punch operator . . . . .	0.46	0.66
Expéditeur — Shipper . . . . .	0.58	0.81
Chauffeur de camion — Truck driver . . . . .	0.54	0.64
Machiniste — Machinist . . . . .	0.66	1.01
Préposé à l'entretien et à la réparation — Maintenance and repair man . . . . .	0.51	0.70
Préposé à la scie circulaire — Circular saw operator . . . . .	0.49	0.59
Faiseur de matrices — Die maker . . . . .	0.74	0.96
Assistant-faiseur de matrices — Assistant Die maker . . . . .	0.51	0.71
Pressier-press cylindre à découper — Cylinder box press operator . . . . .	0.61	0.81
Pressier-press "Colt" — Colt press operator . . . . .	0.58	0.78
Fileur-press cylindre à découper — Cylinder box press feeder . . . . .	0.47	0.62
Fileur-press "Colt" — Colt press feeder . . . . .	0.47	0.62
Mécanicien de machine automatique à coller — Automatic gluing machine operator . . . . .	0.60	0.80
Éplucheur — Stripper . . . . .	0.36	0.61
Mécaniciens de machines fixes — Stationary enginemen . . . . .		0.78
Chief-mécanicien de seconde classe . . . . .	\$42.95 par semaine	
Chief-engineman, Second class . . . . .	\$42.95 per week.	
Chief-mécanicien de troisième classe . . . . .	\$36.95 par semaine	
Chief-engineman, Third class . . . . .	\$36.95 per week.	
2ième classe — 2nd class . . . . .	0.68	
3ième classe — 3rd class . . . . .	0.57	
4ième classe — 4th class . . . . .	0.52	
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman . . . . .	0.42	0.63
Salariés non classifiés — Non-Classified Help . . . . .	0.36	0.84

Apprenti:

1er semestre 20% de moins que le minimum.  
2ième semestre 10% de moins que le minimum

Apprentice:

1st six months, 20% less than minimum rate  
2nd six months, 10% less than minimum rate

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginemen.

Nonobstant la cédula précédente de salaire, le salaire minimum moyen des salariés, y compris les apprentis, ne doit pas être inférieur à \$0.56 de l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima ci-haut mentionnés.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentices, shall not be less than \$0.56 per hour; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the above maximum rates shall not be considered.

c) Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

c) An employee who performs regularly, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

Cependant, lorsqu'un salarié, au cours d'une semaine, est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier, et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur

However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a

à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

d) Toutes sommes requises pour parfaire les salaires minima moyens stipulés dans les paragraphes précédents, perçus d'un employeur au moyen de procédures judiciaires par le Comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret, de ses modifications et de ses renouvellements, doivent être distribués par ledit Comité aux salariés dont le salaire a servi à établir le salaire moyen à compléter, proportionnellement au salaire gagné par chacun d'eux durant la période concernée, mais sans que la somme totale du salaire et de la distribution ainsi reçue par chaque salarié ne dépasse le taux horaire maximum de sa classification. Toutefois, aucun salarié dont le taux de salaire pour la même période était plus élevé que le taux horaire maximum de sa classification n'a droit à cette distribution.

e) Les taux actuels de salaires payés à tous les salariés masculins doivent être augmentés de \$0.03 de l'heure ("across the board") et les taux actuels de salaires payés à tous les salariés féminins doivent être augmentés de \$0.02 de l'heure ("across the board").

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, tous les salariés engagés par un employeur après le 1er avril 1947, ne sont pas sujets à cette augmentation générale.

Nonobstant les dispositions du présent article, toute augmentation donnée à un salarié ou à une salariée depuis le 1er avril 1947 est valable aux fins de l'application de cette augmentation générale.

III. *Heures de travail* a) La durée régulière du travail est de quarante-sept heures et demie (47½) par semaine. Tout travail excédant quarante-sept heures et demie (47½) doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Les limites d'heures spécifiées au paragraphe "a" du présent article ne s'appliquent pas aux expéditeurs, préposés à la réparation, chauffeurs de bouilloires (stokers) ou mécaniciens de machines fixes.

c) Nonobstant les autres dispositions du présent décret, la durée hebdomadaire du travail, des chauffeurs de bouilloires (stokers) et des mécaniciens de machines fixes est de soixante (60) heures. Tout travail excédant soixante (60) heures par semaine doit être payé à un taux minimum de une fois et quart les minima spécifiés dans le présent décret.

d) Les heures de travail des équipes de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

e) Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de vingt pour cent (20%) de plus que les taux de l'équipe de jour, et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%).

IV. *Jours de fêtes chômées* Tout travail exécuté durant les jours de fêtes ci-après mentionnés doit être rémunéré au taux de salaire double.

*Dans les ateliers français.* Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël.

*Dans les ateliers anglais.* Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et la Noël.

Cependant les employeurs doivent choisir un des deux groupes de jours fériés ci-haut mentionnés pour être chômés dans leurs ateliers et

higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

d) All payments required to make up the minimum average wages provided by the preceding paragraphs, collected from an employer by the Parity Committee formed to supervise and ensure the carrying out of the decree, its amendments and renewals, by recourse to judicial proceedings, must be distributed by the said Committee to the employees whose wages were used to compute the average wage to be completed, in proportion to the wage earned by each said employee during the period in question, the total amount of wages and distribution so received by each employee not to exceed the maximum rate of his classification. Nevertheless, no employee whose rate of wages for the same period was higher than the maximum rate of his classification, is entitled to said above distribution.

e) Actual wage rates paid to all male employees shall be increased by \$0.03 per hour (across the board) and actual wage rates paid to all female employees shall be increased by \$0.02 per hour (across the board).

Notwithstanding the provisions of the above paragraph, all employees hired by an employer after the 1st of April 1947, are not entitled to this overall increase.

Notwithstanding the provisions of this section, any increase granted to a male or female employee since April 1st, 1947, shall be valid and shall count as far as the application of this general increase is concerned.

III. *Hours of work:* a) The regular work week shall consist of forty-seven and one half (47½) hours. Any work in excess of forty-seven and one half (47½) hours per week shall be paid at the rate of time and one half.

b) Such limit of the working hours, as specified in subsection "a" of the present section, does not apply to shippers, to repair men, to firemen (stokers) or to enginemen.

c) Notwithstanding any other provisions of the present decree, the weekly total hours of work of firemen (stokers) and of the enginemen shall be sixty (60) hours. Any work in excess of sixty (60) hours per week shall be paid at a minimum rate of time and one quarter the minimum specified in the present decree.

d) For the night shifts, the hours of labour are between the quitting and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

e) Employees working on a night shift are to be paid twenty per cent (20%) higher than the day rate, and the overtime is to be computed on the twenty per cent (20%) higher rate.

IV. *Days kept as holidays:* Any work performed during the holidays hereinafter mentioned shall be paid for at the rate of double time.

*In French shops:* New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

*In English shops.* New Year's Day, Good Friday, May 24, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

All employers must adopt either the French or English holidays for observance in their establishments and must notify the Parity Com-

faire connaître leur choix par écrit, au Comité paritaire, dans les soixante (60) jours qui suivent la date de l'entrée en vigueur du décret ainsi que chaque année à cette même date.

L'obligation de payer salaire double pour tout travail exécuté durant les jours de fêtes ci-haut mentionnés ne s'applique pas aux gardiens de nuit, chauffeurs de bouilloires (stokers) et mécaniciens de machines fixes, ainsi qu'aux employés préposés à la réparation des machines et des immeubles.

**V. Salariés des métiers de l'imprimerie:** Les conditions de salaires, de travail et d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le décret sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 3088, du 7 août 1946, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-sept heures et demie (47½) par semaine.

**VI. Dispositions générales a) Vacances payées** Tout salarié au service du même employeur depuis le premier janvier de l'année précédente et dont le dossier ne démontre aucune absence volontaire dépassant dix (10) jours, doit recevoir chaque année, entre le premier mai et le premier octobre, une semaine continue de vacances payées, et le montant à être payé au salarié est calculé en prenant 1/52 des gages reçus durant l'année précédente.

Cependant, dans le cas des employeurs fabricant des boîtes pour l'usage de leur propre industrie, est valable tout plan de vacances établi, qui garantit aux salariés au moins une semaine de vacances et une compensation équivalant à au moins 1/52 des gages reçus au cours de l'année précédente.

**b) Paiement du salaire:** Le salaire doit être payé au salarié en deniers ayant cours légal dans cette province. Il doit lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle doivent être inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe, celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paie.

**c) Les salaires plus élevés actuellement payés aux salariés ne doivent pas être réduits au cours de l'existence du présent décret.**

**d) On doit continuer de faciliter aux salariés l'accomplissement de leurs devoirs religieux.**

**ZONE II**

*Taux de salaires et conditions de travail*

**VII. Définitions:** Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

**a) Le mot "contremaitre" ou "contremaitresse"** désigne toute personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et travaille elle-même le métier.

**b) Le mot "assistant-contremaitre"** désigne toute personne qui transmet les ordres du contremaitre, distribue l'ouvrage et surveille les travaux en l'absence du contremaitre ou sous ses ordres.

**c) Le mot "apprenti"** désigne tout salarié qui apprend l'une ou l'autre des opérations régies par le présent décret.

**d) Le terme "travailleuse-à-la-main-spécialisée"** désigne toute salariée qui possède la compétence particulière requise et exécute les opéra-

mittee, in writing, within sixty (60) days after the date of the coming into force of the decree and every year thereafter, at the same date.

The obligation to pay double time for all work performed during the above mentioned holidays shall neither apply to night watchmen, firemen (stokers) and stationery engineers nor to repair men for machines and buildings.

**V. Employees of the printing trades** Wages work and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the present decree are those determined in the decree number 3088 of August 7th, 1946, and its amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree replacing it with the exception, however, of the duration of work which shall consist of forty-seven hours and one half (47½) per week.

**VI. General provisions a) Vacations with pay.** Every employee who has been working for the same employer since the first of January of the preceding year, and whose record shows no voluntary absence in excess of ten (10) days, shall be entitled, each year, between May 1st and October 1st, to one week of paid holidays; the amount to be paid shall be calculated on the basis of 1-52 of the wages received during the preceding year.

However, in the case of employers making boxes for the use of their own industry, any established vacation plan shall be valid providing it assures the workers of a vacation equal to at least 1-52 of the wages received during the preceding year.

**b) Payment of the wages:** The wages of the employees shall be paid to them with money which is legal tender in this Province. Such wages must be handed to them in a sealed envelope on which shall be written their name in full, the date of the week or period of work, the number of hours for which payment is made, the hourly rate of wages, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

**c) The higher wages actually paid to the employees shall not be reduced during the subsistence of the present decree.**

**d) Employers should facilitate the accomplishment of the employees' religious obligations.**

**ZONE II**

*Wages and working conditions*

**VII. Definitions:** For the purposes of enforcement of the decree, the following words shall have the significance hereafter given to them:

**a) The words "foreman" or "foreladies"** mean any person transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and performing trade work.

**b) The words "assistant-foreman" or "assistant foreladies"** mean any person generally assisting the foreman, seeing to the proper carrying out of the latter's orders and, also, performing trade work.

**c) The word "apprentice" designates one learning either of the trades governed by the present decree.**

**d) The words "specialized female hand worker" mean any employee specially competent in making shelf boxes, document boxes, display**

tions suivantes: confection de boîtes à tablettes, boîtes à documents, boîtes d'étalage pour articles de toilette, etc.

e) Le terme "travailleuse-à-la-main-ordinaire" désigne toute salariée qui aide aux salariées désignées dans le paragraphe précédent, qui s'occupe d'appliquer la colle sur les articles à fabriquer, ou encore fabrique elle-même des articles qui ne demandent pas une compétence particulière, comme le posage des étiquettes, dentelles, voilants, habillage de couvercles et de boîtes, etc.

f) Il doit y avoir une travailleuse-à-la-main-spécialisée dans chaque atelier où il y a travail à la table.

g) Le terme "préposé au ficelage" désigne tout salarié qui fait de l'attachage de boîtes solides.

h) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de l'expédition et de la réception des marchandises.

i) Les mots "mécanicien-de-machines fixes" et "chauffeur" désignent tout salarié régi par la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q. 1941, ch. 178).

j) Le terme "aide-de-manufacture" désigne tout salarié préposé à la fabrication des caisses à claire-voie (crates) pour expédition, s'occupant du nettoyage des planchers, aidant aussi aux salariés des autres départements lorsqu'il y a accumulation et exécutant divers autres travaux d'urgence.

k) "Mécanicien de guillotine". Il doit y avoir au moins un mécanicien de guillotine de première classe dans chaque atelier; les autres peuvent être de deuxième classe.

VIII. Salaires minima: Travail régulier: Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) Salariées:	Taux horaires
Contremaitresse .....	\$0.45
Travailleuse-à-la-main-spécialisée .....	0.43
Travailleuse-à-la-main-ordinaire .....	0.35
Mécanicienne de machine à poser les dessus .....	0.37
Mécanicienne de machine "Stokes & Smith" .....	0.39
Mécanicienne de machine à couvrir .....	0.37
Mécanicienne de machine à renforts .....	0.37
Piqueuse à la machine .....	0.37
Mécanicienne de gommeuse filée à la main .....	0.35
Préposée au ficelage .....	0.35
Apprenties dans les classifications mentionnées ci-dessus:	
1er semestre .....	0.28
2ième semestre .....	0.31
Eplucheuse .....	0.29
Rabateuse et plieuse .....	0.28
Autres salariées .....	0.25

b) Salariés:	Taux horaires
Contremaitre .....	\$0.85
Assistant-contremaitre .....	0.70
Mécanicien de marqueur-mitrailleuse .....	0.67
Mécanicien de monteuse, simple et double .....	0.57
Bobineur .....	0.53
Presseur de rebuts .....	0.51
Mécanicien de machine emporte-pièce .....	0.46
Faiseur de matrices .....	0.75
Assistant-faiseur de matrices .....	0.53
Pressier — presse cylindre à découper .....	0.64
Fileur — presse cylindre à découper .....	0.52
Pressier — presse "Colt" .....	0.60
Fileur — presse "Colt" .....	0.52
Pressier — presse "Brightwood" .....	0.63
Fileur — presse "Brightwood" .....	0.45
Mécanicien de machine à quatre coins .....	0.63
Fileur de machine à quatre coins .....	0.45

boxes for toilet articles, etc., and executing such work.

e) The words "ordinary female hand worker" mean any employee helping those mentioned in the foregoing subsection, laying paste on articles to be fabricated or making herself articles which do not require a particular competency, such as the sticking of labels, the setting of lacework, covers, box and cover dressings, etc.

f) There should be one "specialized female hand worker" in every plant where table work is required.

g) The word "tier" designates any employee committed to the tying of solid boxes.

h) The word "shipper" means any employee committed to the shipping and receiving of goods.

i) The words "stationary engineman" and "fireman" mean any person governed by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1941, c. 178).

j) The words "general helper" mean any person committed to the manufacturing of shipping crates, the cleaning of floors and who helps the employees of other departments in cases of excess of work or other emergencies.

k) "Cutters on knife". There should be at least one first class cutter on knife in every plant, the others may be of second class.

VIII. Minimum wages: Regular work: The following shall be the minimum wage rates:

a) Female Employees:	Hourly rates
Forelady .....	\$0.45
Specialized hand worker .....	0.43
Ordinary hand worker .....	0.35
Top piece machine operators .....	0.37
Stokes and Smith machine operators .....	0.39
Covering machine operators .....	0.37
Staying machine operators .....	0.37
Stitchers .....	0.37
Hand-fed table gummers .....	0.35
Tiers .....	0.35
Apprentices on above-mentioned operations:	
1st six months .....	0.28
2nd six months .....	0.31
Strippers .....	0.29
Folders .....	0.28
Other help .....	0.25

b) Male Employees:	Hourly rates
Foreman .....	0.85
Assistant-foreman .....	0.70
Scorer .....	0.67
End piece operator, single and double .....	0.57
Slitter operator .....	0.53
Bale press operator .....	0.51
Punch operator .....	0.46
Die maker .....	0.75
Assistant die maker .....	0.53
Cylinder box press operator .....	0.64
Cylinder box press feeder .....	0.52
Colt press operator .....	0.60
Colt press feeder .....	0.52
Brightwood press operator .....	0.63
Brightwood press feeder .....	0.45
Four-corner machine operator .....	0.63
Four-corner machine feeder .....	0.45

Mécanicien de guillotine, 1ère classe . . .	0.63	Cutter on knife first class . . . . .	0.63
Mécanicien de guillotine, 2ième classe . .	0.54	Cutter on knife second class . . . . .	0.54
Mécanicien de machine automatique à coller . . . . .	0.70	Automatic glueing machine operator . . .	0.70
Expéditeur . . . . .	0.62	Shipper . . . . .	0.62
Préposé à la scie circulaire . . . . .	0.53	Circular saw operator . . . . .	0.53
Chauffeur de camion . . . . .	0.60	Truck driver . . . . .	0.60
Aide-de-manufacture . . . . .	0.55	General Helper . . . . .	0.55
Apprentis dans les classifications men- tionnées ci-dessus:		Apprentices on above mentioned operations:	
1er semestre: 30% de moins que la classification régulière.		1st six months, 30% less than the regular classification.	
2ième semestre: 15% de moins que la classification régulière.		2nd six months, 15% less than the regular classification.	
Mécaniciens de machines fixes:		Stationary Enginemen:	
2ième classe . . . . .	0.73	2nd class . . . . .	0.73
3ième classe . . . . .	0.63	3rd class . . . . .	0.63
4ième classe . . . . .	0.60	4th class . . . . .	0.60
Chauffeur . . . . .	0.48	Fireman . . . . .	0.48
Autres salariés . . . . .	0.33	Other help . . . . .	0.33

**IX. Dispositions relatives aux heures de travail:**

a) La semaine normale de travail est:

1. Pour les salariés de l'industrie de la boîte de carton, de cinquante (50) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours de la semaine de travail et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

2. Pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, de soixante (60) heures réparties sur toute la semaine.

b) *Equipe de nuit:* Les heures de travail de l'équipe de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

X. *Travail supplémentaire.* Tout travail exécuté en dehors des heures prévues à l'alinéa 1 du paragraphe "a" de l'article IX ainsi que celui, fait en surplus de la semaine normale établie à l'article IX, est considéré comme travail supplémentaire aux fins du présent décret et doit être payé au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

XI. *Travail de nuit.* L'équipe de nuit doit être rémunérée sur la base de vingt pour cent (20%) de plus que le taux du salaire régulier et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%).

XII. *Travail des jours chômés:* a) Le travail exécuté durant les jours chômés doit être rémunéré au taux de salaire double.

b) Cette clause ne s'applique pas cependant aux mécaniciens de machines fixes et aux chauffeurs.

XIII. *Dispositions diverses relatives aux salaires:* a) Les salaires plus élevés que ceux stipulés à l'article VIII, actuellement payés à des salariés ne peuvent être diminués durant l'existence du décret, à condition toutefois que le salarié garde le même emploi et assume les mêmes obligations.

b) Le salaire doit être payé au salarié toutes les semaines en deniers ayant cours légal dans cette province. Il doit lui être payé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye.

Il peut y avoir exception, mais l'employeur doit soumettre ses raisons au Comité paritaire et ce dernier décide.

c) Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant

**IX. Provisions respecting the hours of work:**

a) The regular week of work shall consist:

1. for the employees of the paper box industry, of 50 hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. for the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday.

2. for stationary enginemen and firemen, of 60 hours distributed upon the entire week.

b) *Night shift:* Working hours of the night shifts shall be distributed between the hours of the finishing and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

X. *Overtime work:* Shall be considered as overtime work for the purposes of the decree, any work performed in excess of the hours stipulated in paragraph 1 of subsection "a" of section IX, and that done in excess of the regular week, as indicated in section IX and it shall be paid at the rate of time and one half based upon the regular rate of pay.

XI. *Night work:* The night shift shall be paid on the basis of twenty (20) per cent in excess of the regular rate of pay, and any remuneration for overtime work shall include this twenty (20%) per cent.

XII. *Holidays:* a) Work performed on observed holidays shall be paid at the rate of double time.

b) This, however, does not apply to stationary enginemen and firemen.

**XIII. Various provisions respecting wages:**

a) Wages actually higher than those mentioned in section VIII, which are paid to employees, shall not be reduced during the subsistence of the decree providing such employees keep the same obligations and duties.

b) The wages shall be paid weekly to the employee with money which is current in this Province. It shall be remitted in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate of pay, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

Any exception to the above shall be submitted to the Committee for approval.

c) An employee who performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of

à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

d) Cependant, lorsque par exception un salarié au cours d'une semaine, est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier, et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

XIV. *Dispositions relatives aux jours chômés et aux vacances* a) *Jours chômés* Les jours chômés pour les fins d'application du décret, sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël. Toutefois, les employeurs ont la faculté de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

Aux salariés qui travaillent les jours de fêtes religieuses, on doit faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

b) *Vacances payées* Il doit être accordé, chaque année, une semaine régulière de vacances payées à tout salarié qui au 31 mai de l'année courante, était au service du même employeur depuis douze mois consécutifs avec un maximum de pas plus de vingt-et-un jours d'absence au cours de ces douze mois. La date des vacances est laissée à la discrétion de l'employeur.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant le travail consécutif, si le contrat n'a pas été résilié, les jours d'absence causés par un accident de travail, les jours de chômage et la période du congé annuel, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

XV. *Dispositions relatives aux apprentis* a) Le nombre des apprentis (sexe masculin) ne doit pas dépasser 20% du nombre total des préposés aux machines suivantes: marqueur-mitrailleuse, guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse-cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, machine Brightwood, machine à renforts et machine à quatre coins.

b) Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du total des préposées aux machines suivantes: machine Stokes and Smith, machine à poser les dessus, machine à couvrir, machine à renforts, machine à piquer, goummeuse filée à la main ainsi que les préposées au ficelage.

XVI. *Salariés des métiers de l'imprimerie* Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le présent décret sont les mêmes que celles déterminées dans les décrets numéro 3022 du 21 octobre 1943 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, et numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait les remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaine.

XVII. Le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret numéro 2202 du 8 juin 1945, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de plein droit de tous les actifs et droits de l'ancien comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

d) However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

XIV. *Provisions respecting observed holidays and vacations*: a) *Observed holidays*: observed holidays, for the purposes of enforcement of the decree, shall be the following: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday until-noon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However, the employers may observe either St. John the Baptist Day or Dominion Day.

In the case of employees working on religious holidays, steps should be taken to facilitate the carrying out of their religious duties.

b) *Vacation with pay*: Every year, one regular week of vacation with pay shall be given to every employee who, on May 31st, of the current year had a minimum of twelve consecutive months' service for the same employer, with a maximum of twenty-one days of absence during the twelve months. The date of such vacation shall be set by the employer.

For the duration of this agreement, continuous service shall not be affected by any absence through an accident while at work, annual leave or normal lay-off, in so far as the employee did not perform any other remunerated work during such time.

XV. *Provisions respecting apprentices*: a) The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of the operators on the following machine: scorers, cutters on knife, end piece-single and double, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch Brightwood machine, staying machine, four-corner machine.

b) The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female operators on the following machines: Stokes and Smith machine, top piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine, hand-fed table gummer and tiers.

XVI. *Employees of the printing trades*: The wages, labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the present decree are those mentioned in the decrees number 3022 of October 21st, 1943 and amendments, relating to the printing trades in the district of Québec, and number 3088 of August 7th, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree that could replace them, with the exception, however of the duration of working hours which shall consist of forty-eight (48) hours per week.

XVII. The actual Parity Committee organized to carry out the previous decree No. 2202 of June 8th, 1945, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee is formed which shall succeed to and be vested "de plano" with all the assets and rights of the former Committee; it shall assume all the liabilities of the former committee under the said previous decree.

XVIII. Le présent décret abroge le décret numéro 2202 du 8 juin 1945 et tous ses amendements.

XIX. *Durée du décret* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier avril 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit être également adressé au ministre du Travail.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

20629-0

XVIII. The present decree repeals the decree number 2202 of June 8th, 1945 and all the amendments thereto.

XIX. *Duration of the decree:* The present decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until April first 1948. It then renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

20629-0

### Avis divers

#### AVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie "The Shawinigan Water and Power Company" de la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation de construire un développement hydro-électrique sur le Haut St-Maurice, à environ 1,500 pieds en aval de l'embouchure de la rivière Trenche, dans les cantons de Tourouvre et Adams, comté de Lavolette.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction dudit développement et les terrains qui seront affectés a été transmise au Ministre des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque, comté de Lavolette, et au bureau de la division d'enregistrement de Québec, à Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Montréal, ce septième jour de novembre, mil neuf cent quarante-sept.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,  
Le Secrétaire,  
H. G. BUDDEN.

20548-45-4-0

#### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Propriétaires de Taxi de St-Jérôme", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20591-0

#### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés de Back River

### Miscellaneous Notices

#### NOTICE

Public Notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water Course Act, that "The Shawinigan Water & Power Company", of the City of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric development on the Upper St. Maurice River approximately 1,500 feet below the mouth of the Trenche River in the Townships of Tourouvre and Adams, County of Lavolette.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the lands affected thereby has been forward to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque, and the Registry Office of the Registration Division of Quebec at Quebec City.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this Notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Montreal this seventh day of November, one thousand nine hundred and forty-seven.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,  
H. G. BUDDEN,  
Secretary.

20548-45-4-0

#### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Propriétaires de Taxi de St-Jérôme", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 4, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint Jérôme, county of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20591

#### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés de Back

Power Co.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

20592-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Employés Municipaux de Ste-Agathe des Monts", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

20593-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un tirage d'obligations effectué par la Commission Municipale de Québec au cours du mois d'octobre dernier, les obligations suivantes de la série "C" ont été tirées au sort: Dénomination de \$500.00, nos. D-33, 21.

En conséquence les détenteurs desdites obligations n'auront qu'à présenter leurs certificats à la banque où ils seront honorés sur présentation, le 1er décembre prochain.

Donné à Rouyn, ce 3ième jour de novembre, 1947.

20599-o Le Secrétaire-trésorier,  
MOZART RIOUX.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Distributeurs d'Huile à Chauffage, Incorporés de Montréal—Fuel Oil Distributors of Montreal, Incorporated", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

20600-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Écurie de St-Léonard", en date du 27 septembre 1947, dont le siège social est situé à Saint-Léonard d'Aston, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 octobre 1947.

20601-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

River Power Co.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 30, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20592 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union des Employés Municipaux de Ste-Agathe des Monts", for the study, defence, and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 19, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Agathe-des-Monts county of Terrebonne.

20593 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

NOTICE

SCHOOL COMMISSION OF ROUYN

Public notice is hereby given that in virtue of a drawing of bonds effectuated by the Quebec Municipal Commission, during the month of October last, the following bonds of Series "C", were drawn: Denominations \$500.00, Nos. D-33 21.

Therefore all holders of the said bonds have only to present their certificates at the bank where they shall be honoured on presentation, December 1st next.

Given at Rouyn, this 3rd day of November, 1947.

20599-o MOZART RIOUX,  
Secretary-treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Distributeurs d'Huile à Chauffage, Incorporés de Montréal—Fuel Oil Distributors of Montreal, Incorporated", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on November 4, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20600 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Écurie de St-Léonard", under date the 27th day of September 1947, whereof the head office is at Saint-Léonard d'Aston, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of October 1947.

20601 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Grondines", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Grondines, comté de Portneuf.

Le Secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20604-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "The Employees Association of Elmhurst Dairy Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 7 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20605-o

ALGRO GIRLS' WEAR CO.

Règlement No XXII

Il est résolu que la distribution de l'actif de la compagnie soit faite pro rata aux actionnaires. Montréal, le 10 novembre 1947.

(Sceau)

Le Secrétaire,  
(Signé) MORRIS GROSSMAN.

20611

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Grondines" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 5, 1947.

The Principal place of business of the said professional syndicate is at Grondines, county of Portneuf.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20604

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "The Employees Association of Elmhurst Dairy Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on November 7, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20605

ALGRO GIRLS' WEAR CO.

By-law No. XXII

Resolved that distribution of the assets of the company be made pro rata to the shareholders. Montreal, November 10th, 1947.

(Seal)

(Signed) MORRIS GROSSMAN,  
Secretary.

20611-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Local des Employés de l'Abattoir de Princeville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Princeville, comté d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20614-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Local des Employés de l'Abattoir de Princeville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 8, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Princeville, county of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20614

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés de la Shawinigan Foundries Limited — Shawinigan", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 28 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Shawinigan-Falls, comté de Saint-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI

20616

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Employés de la Shawinigan Foundries Limited — Shawinigan" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 28, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Shawinigan-Falls, county of Saint-Maurice.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20616

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Abcille", en date du 26 septembre 1947, dont le siège social est situé Saint-Cœur-de-Marie, comté du Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
20615-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond et District", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Drummondville, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
20634-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Maxime Footwear Company Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
20635-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Abcille" under date the 26th day of September 1947, whereof the head office is at Saint-Cœur-de-Marie, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of November, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
20615 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond et District", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on October 27, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Drummondville, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,  
20634 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Maxime Footwear Company Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 13, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
20635 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1947 et présentés avant le 4 février 1948, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 janvier 1948 et reçues avant le 29 janvier 1948, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 février 1948.

Québec, le 13 novembre 1947.  
Le Greffier,  
20626-46-9-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1947, and introduced before the 4th February, 1948; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 24th January, 1948, and received before the 29th January, 1948, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 18th February, 1948.

Quebec, November 13th, 1947.  
ANTOINE LEMIEUX,  
20626-46-9-o Clerk.

Chartes — Abandon de

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276

de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Atlas Roll Leaf Corporation (Canada)", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit janvier 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "General Stevedoring Company of Canada Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du huit novembre 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Regency Holdings Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du douze octobre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Lawrence Land Company", constituée en corporation en date du sept octobre 1910.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la "Youth Bureau" constituée en corporation par lettres patentes en date du neuf avril 1945.

Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Atlas Roll Leaf Corporation (Canada)", incorporated by letters patent dated the eighth day of January, 1938.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941 and, subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "General Stevedoring Company of Canada Limited" incorporated by letters patent dated the eighth day of November, 1934.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Regency Holdings Ltd.", incorporated by letters patent dated the twelfth day of October 1945.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
Attorney Deputy General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Lawrence Land Company", incorporated by letters patent dated the seventh day of October, 1910.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Youth Bureau", incorporated by letters patent dated the ninth day of April, 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite corporation a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

20586 L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

OGILVY REALTY CORPORATION, LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telles que modifiées, la compagnie "Ogilvy Realty Corporation, Limited" donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Procureur général ou à l'Assistant-procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du Commerce pour demander l'abandon de sa charte et obtenir la cancellation d'icelle et la fixation d'une date à compter de laquelle la dite corporation sera dissoute.

Montréal, P. Q., le 17 octobre 1947.  
Le Secrétaire,  
J. A. HENDRY.

20594

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said corporation has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

20586 L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

OGILVY REALTY CORPORATION LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, "Ogilvy Realty Corporation, Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General or Deputy Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P. Q., October 17th, 1947.  
J. A. HENDRY,  
Secretary.

20594-o

Compagnie autorisée à faire  
des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kurt Salmon Associates, Inc." a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par la Lois actuelles de cette Province.

L'agent principal de ladite corporation dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. W. H. Laidley, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans cette Province est établi à 2000 Édifice Aldred, 507, Place d'Armes, dans la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1947.

20617 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI,

Companie Licensed to do  
Business

Notice is hereby given that "Kurt Salmon Associates, Inc." has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Corporation in this Province, for the purpose of receiving service in suit or proceeding taken against it, is Mr. W. H. Laidley, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province is established at 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of November, 1947.

20617-o JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Demande à la Législature

Avis public est donné que Lucien Larocque, commerçant, et Berthe Williams, son épouse, tous deux domiciliés en la municipalité de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins de valider l'adoption des enfants Joseph-Jean-Pierre Hamel et Marie-Florence-Pierrette Hamel, de décréter que ces enfants sont et seront à l'avenir considérés comme leurs enfants adoptifs, et qu'ils seront désormais connus et désignés sous les noms de Joseph-Jean-Pierre Larocque et Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, ce 11 novembre 1947.  
Le Procureur des pétitionnaires,  
20607-46-4-o (Signé) MARCEL MARIER.

Application to Legislature

Public notice is hereby given that Lucien Larocque, and Berthe Williams, his wife, both domiciled in the municipality of Drummondville Ouest, county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to validate and legalize the adoption of their children Joseph-Jean-Pierre Hamel and Marie-Florence-Pierrette Hamel, and to enact that these children are and will be in the future considered as their adoptive children, being known and designated as Joseph-Jean-Pierre Larocque and Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, November 11th, 1947.  
(Signed) MARCEL MARIER,  
20607-46-4-o Attorney for petitioners.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 6 octobre 1947, du conseil de Côteau du Lac, comté de Soulanges, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 6 novembre 1947, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 6 novembre 1947.

Le Ministre des Affaires Municipales,  
BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 6th of October, 1947, of the Council of Côteau du Lac, county of Soulanges, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized under date the 6th of November 1947, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 6, 1947.

BONA DUSSAULT,  
Minister of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 3 octobre 1947, du conseil du village de Côteau du Lac, comté de Soulanges, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 6 novembre 1947, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 Georges VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 6 novembre 1947.

Le Ministre des Affaires Municipales,  
20587-o BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 3rd of October, 1947, of the Council of the village of Côteau du Lac, county of Soulanges, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 6th of November, 1947, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 6, 1947.

BONA DUSSAULT,  
20587 Minister of the Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac-St-Jean, comté de Roberval, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q., 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite loi.

Québec, ce 12 novembre 1947.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
20631-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Notre-Dame-du-Lac-St-Jean, county of Roberval, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, November 12, 1947.

JULES SIMARD,  
20631 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Industrie laitière

Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 2-48

Order No. 2-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and

Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Roland Camirand, General Inspector of Dairy Products.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi II Geo. VI, chapitre 46.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2° La région de Québec comprend la cité de Québec, les municipalités de villes de Québec-Ouest, Beauport, Château d'Eau, et Courville Les municipalités de paroisses Sillery, Sainte-Foy, Saint-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides et Saint-Félix de Cap-Rouge. Les municipalités de villages de Beauport-est, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, Saint-Grégoire de Montmorency, Lac Saint-Charles, Saint-Émile et Saint-Jean de Boischatel.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec, the municipalities of towns of Québec-west, Beauport, Chateau d'Eau and Courville. The municipalities of parish of Sillery, Sainte-Foy, Saint-Gérard Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides and Saint-Félix du Cap Rouge. The municipalities of village of Beauport-east, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, Saint-Grégoire de Montmorency, Saint-Jean de Boischatel, Saint-Émile and Lac Saint-Charles.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs, doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$3.80 F.A.B. Québec et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-centin par cent livres de lait ainsi reçu.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producer-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them \$3.80 F.O.B. Quebec, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 16 cents la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk, at prices inferior to 9 cents a pint and 16 cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any business establishment, at price inferior to 5 cents a half-pint, 8 cents a pint and 15 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 56 cents le gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to 56 cents a gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 54 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros, soit: 8 cents la chopine et 15 cents la pinte.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 54 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: 8 cents a pint and 15 cents a quart.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 48 cents le gallon.

8. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at 48 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 2-47, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 mai 1947, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 2-47 published in the *Quebec Official Gazette* of May 17, 1947, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Signed: Messrs. DR ÉMILE NADEAU, President,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Ordonnance N° 12-48

Order No. 12-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la

Excerpt from the proceedings of the meetings of

Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10.00 a.m.

Meeting of Thursday October 30, 1947, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10.00 a.m.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Grand'Mère;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Grand'Mère;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2° La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore, contigue à la cité de Grand'Mère jusqu'à et y compris le lot N° 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Sainte Flore and adjoining the city of Grand'Mère, up to and including lot No. 109, of the cadastre of the municipality of Sainte Flore.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them \$3.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15½ sous la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk at a price inferior to 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14½ sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer, or any other business establishment at a price inferior to 7½ cents a pint and 14½ cents a quart.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents per gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 12-46 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, en date du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 12-46 of said Commission, as published in the Official Gazette of Quebec, for October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the Official Gazette of Quebec.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Signed: DR. EMILE NADEAU, Président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J. P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 15-48

Order No. 15-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du Jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A., Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Jérôme in the county of Terrebonne.

2° La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend les villes de Saint-Jérôme et de Ste-Thérèse.

2. The region of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, includes the towns of Saint-Jérôme and Ste-Thérèse.

3° Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait, qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them \$3.70 F.O.B. business place of said dealer.

4 Sauf, les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

4. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cent as quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hôtel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint-Jérôme, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 15-46 de la dite Commission publiée dans la Gazette officielle de Québec du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

The present order cancels Order No. 15-46 of said Commission, published in the Quebec Official Gazette dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER E. MILOT.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU, President,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance N° 29-48

Order No. 29-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi 30 octobre 1947 tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 30, 1947 held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Present: Mssrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Cowansville;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Cowansville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2° La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of

100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à .56 sous le gallon.

La présente Ordonnance annule l'ordonnance N° 29-46 de ladite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to 56 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 29-46 of said Commission, published in the Quebec Official Gazette, dated October 5, 1946, and shall come into force on November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,

JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 47-Sp-IX

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R. aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait Jersey dans les limites de la région de Québec.

2° La région de Québec comprend la cité de Québec, les municipalités de villes de Québec-ouest, Beauport, Château d'Eau et Courville, Les municipalités de paroisses Sillery, Ste-Foy, St-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides et St-Félix de Cap Rouge, Les municipalités de villages de Beauport-est, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de Montmorency et St-Jean de Boischatel.

3° Pour les fins de la présente ordonnance, le lait vendu sous le nom de "lait Jersey" ne devra pas contenir, dans son état naturel, moins de 4.6% de matières grasses.

4° Tout marchand de lait Jersey doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait Jersey qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.15 F.A.B. Québec, et à même cette somme verser

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 47-Sp-IX

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Québec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers Jersey milk within the limits of the region of Québec.

2. The region of Québec includes the city of Québec, the municipalities of towns of Québec-west, Beauport, Château d'Eau and Courville, The municipalities of parish of Sillery, Ste-Foy, St-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides and St-Félix de Cap Rouge, The municipalities of village of Beauport-east, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de Montmorency and St-Jean de Boischatel.

3. For the purpose of the present Order, milk sold under the brand of "Jersey Milk", shall not contain less than 4.6% butterfat in its natural state.

4. Any Jersey Milk, dealer must pay to his producers-suppliers, for each 100 pounds of Jersey milk which he receives from them, \$4.15 F.O.B. Québec, and from this sum remit into

entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu.

5° Nul ne peut, dans ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait Jersey à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, du lait Jersey à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 46-Sp-11, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.  
Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 59-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la  
province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue  
au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière  
de Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président,  
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot,  
commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire,  
C.-A. Gamache, C. R. aviseur légal, et Roland  
Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie  
laitière dans la région de Waterloo,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute  
personne qui, directement ou indirectement,  
vend ou livre du lait dans les limites de la région  
de Waterloo.

2° La région de Waterloo comprend la ville  
de Waterloo.

3° Tout marchand de lait doit payer directement  
à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque  
100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, 3.70 net  
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite  
région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer à  
domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs  
à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région  
de Waterloo, offrir, vendre ou livrer du lait en  
bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un  
marchand ou à tout autre établissement de  
commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine  
et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait  
en bidon à des prix inférieurs à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance  
N° 59-46 de ladite Commission, publiée dans  
la *Gazette officielle de Québec*, en date du 5 octobre  
1946, et entrera en vigueur le 16 novembre  
1947.

the hands of the Dairy Industry Commission  
of the province of Quebec, one half cent for each  
100 pounds so received.

5. No person shall, within the limits of said  
region of Quebec, offer, sell or deliver Jersey  
Milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18  
cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said  
region of Quebec, offer, sell or deliver to a gro-  
cery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any  
other business establishments, Jersey Milk at  
prices inferior to 9 cents a pint and 17 cents a  
quart.

The present Order cancels Order No. 46-Sp-II  
published in the *Quebec Official Gazette* dated  
October 5th, 1946, and shall come into force on  
November 16, 1947.

The Secretary of said Commission is charged  
with the publication of the present Order in the  
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, President,  
JOSEPH HÉBERT,  
J. P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.  
Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

- Order No. 59-48

Excerpt from the proceedings of the meetings  
of the Dairy Industry Commission of the  
Province of Quebec.

Meeting of Thursday October 30, 1947,  
held in the office of the Dairy Industry Com-  
mission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President,  
Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Mi-  
lot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary,  
C. A. Gamache, K. C., Legal Adviser, and Roland  
Camirand, Inspector General of Dairy Products

Considering the conditions of the dairy in-  
dustry within the region of Waterloo.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person  
who, directly or indirectly, sells or delivers milk  
within the limits of the region of Waterloo.

2. The region of Waterloo includes the town  
of Waterloo.

3. Any milk dealer must pay directly to his  
producers-suppliers, for each 100 pounds of milk  
which he receives from them, \$3.70 net F.O.B.  
business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said  
region of Waterloo, offer, sell or deliver bottled  
milk at home at prices inferior to 8 cents a pint  
and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said  
region of Waterloo, offer, sell or deliver bottled  
milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any  
other business establishment, at a price inferior  
to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall sell or deliver milk in bulk  
at prices inferior to 56 cents per gallon.

The present order cancels Order No. 59-46  
of said Commission, as published in the *Quebec  
Official Gazette*, for October 5, 1946, and shall  
come into force on November 16, 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr. ÉMILE NADEAU, président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Dr. ÉMILE NADEAU, Président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J. P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 69-48

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 30 octobre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jos Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers et C.-A. Gamache, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Arthabaska.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Arthabaska.

2° La région d'Arthabaska comprend la ville d'Arthabaska.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.70 net F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 sous la chopine et 15 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 7½ sous la chopine et 14 sous la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 56 sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 69-46 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 69-48

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 30, 1947 held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jos. Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Roland Camirand, Inspector-General of Dairy Products, and C.-A. Gamache, Legal Adviser.

Considering the conditions of the Dairy industry within the region of Arthabaska.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Arthabaska.

2. The region of Arthabaska includes the town of Arthabaska.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents a pint and 15 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 7½ cents a pint and 14 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell deliver milk in bulk at a price inferior to 56 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 69-46 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 5, 1946, and comes into force on November 16, 1947.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: Dr. ÉMILE NADEAU, Président.  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

(Ces 7 avis d'ordonnances corrigent et annulent ceux parus aux pages 2684, ordonnance N° 2-48; 2691, ordonnance N° 12-48; 2694, ordonnance N° 15-48; 2701, ordonnance N° 29-48;

(These 7 notices of Orders correct and annul those published on pages 2684, Order No. 2-48; 2691, Order No. 15-48; 2694, Order No. 15-48; 2701, Order No. 29-48; 1712, Order No. 47 Sp-

2712, ordonnance N° 47 Sp-IX; 2718, ordonnance N° 59-48; 2722, ordonnance N° 6948, de l'édition numéro 45, tome 79, en date du 8 novembre 1947, lesquels comportaient des erreurs.) 20585-A-X-O.

IX; 2718, Order No. 59-48; 2722, Order No. 69-48, of the edition No. 45, tome 79, dated November 8th, 1947, in which certain errors occurred.) 20585A-X-O

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-48 A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 12 novembre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, C. R., viseur légal, et Roland Camirand, inspecteur-général des produits laitiers.

Conformément à la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126) telle que modifiée par la loi 11 Geo. VI, chapitre 46.

La Commission décrète ce qui suit:

Dans la présente ordonnance, le mot "unité" équivaut pour le lait à une mesure d'une pinte, et pour la crème à une mesure d'un demiard.

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2° La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Hampstead, la municipalité du village de la Côte Saint-Luc, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville de Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-sud, la ville de Pointe-aux-Trembles, le Port de Montréal, la ville de Beaconsfield, la ville de Baie d'Urfé, la ville de Sainte-Anne de Bellevue, la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse, et la ville Jacques-Cartier.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'ils reçoivent de ceux-ci \$3.90 F.A.B. Montréal, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un cent de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 50 cents le gallon.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 9 cents la chopine et 16½ cents la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1-48 A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 12, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, J.-P. Beauchemin, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.-A. Gamache, K.C., Legal Adviser, and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

In accordance with the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126) as amended by the act 11 Geo. VI, chapter 46.

It is enacted as follows:

In the present order, the word "unit" is equivalent to one quart for milk and to one-half pint for cream.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal-West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint-Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe-Claire, the town of Montreal-East, the town of Mount Royal, the town of Hampstead, the municipality of the village of Côte Saint-Luc, the town of Saint-Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal-North, the town of Saint Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South, the town of Pointe-aux-Trembles, the Harbour of Montreal, the town of Beaconsfield, the town of Baie d'Urfé, the town of Sainte Anne de Bellevue, the parish of Notre-Dame-de-Liesse and the town of Jacques Cartier.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which they receive from them, \$3.90 F.O.B. Montreal and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates to distributors of dairy products is fixed at 50 cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 7 cents a half-pint: 9 cents a pint and 16½ cents a quart.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 5¼ cents le demiard, 8 cents la chopine et 15½ cents la pinte.

7° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à 58 cents le gallon.

8° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs ne peuvent vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 56 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 8 cents la chopine et 15½ cents la pinte.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est de 4 cents le demiard.

10° Pour la distribution du lait, de la crème ou autres produits laitiers, aucun marchand de lait, société coopérative, syndicat coopératif et distributeur de produits laitiers ne peut, par lui-même ou par son employé, utiliser un véhicule à moins qu'il ne fasse au moyen de ce véhicule la distribution d'une charge d'au moins 1800 unités par semaine, excepté pour la période de fluctuation comprise entre le 15 juin et le 15 septembre; mais, dans ce cas, le marchand de lait ou le distributeur de produits laitiers sera tenu de faire la preuve de cette fluctuation.

11° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait, la crème et les autres produits laitiers.

Néanmoins, la vente peut-être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

12° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal).

13° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 1-48, et entrera en vigueur le 16 novembre 1947.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le Secrétaire, Commission  
de l'Industrie Laitière.

20628-o

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 5¼ cents a half-pint, 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to 58 cents a gallon.

8. The milk dealers, cooperative societies or cooperative syndicate shall not offer, sell or deliver milk in bulk to hospital or to charitable institutions at a price inferior to 56 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is, at 8 cents a pint and 15½ cents a quart.

9. The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to pupils shall be 4 cents a half-pint.

10. For the delivery of milk, cream or other dairy products, no milk dealer, co-operative society, co-operative syndicate and distributor of dairy products shall, by himself or through his employee, use a vehicle unless it be used to deliver a minimum load of 1800 units per week, except during the period of fluctuations between June 15th and September 15th; but, in this case the milk dealer or the distributor of dairy products must give proof of this fluctuation.

11. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk, cream and other dairy products.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customer when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

12. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time).

13. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

The present order cancels Order No. 1-48, and shall come into force on November 16 1947.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,  
JOSEPH HÉBERT,  
J.-P. BEAUCHEMIN,  
OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

20628-o

## Département de l'Instruction publique

## Department of Education

N° 771-47.

Québec, le 14 octobre, 1947

Demande est faite, d'annexer à la municipalité scolaire protestante de Ayers' Cliff, dans le comté de Stanstead, pour les protestants seulement, le territoire ci-dessous décrit, qui sera détaché de la municipalité scolaire protestante de Ste-Catherine de Hatley; savoir:

Les lots suivants, tous inclusivement de Ste-Catherine de Hatley:

16 à 22 du rang V; 8 à 28 du rang VI; 7 à 28 du rang VII; 5 à 23 du rang VIII; 1 à 23 des rang IX et X.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
20549-45-2-o J. P. LABARRE.

No. 771-47

Quebec, October 14, 1947

Application is made to annex to the Protestant School Municipality of Ayers' Cliff, in the county of Stanstead, for Protestants only, the territory hereinunder described, which shall be detached from the Protestant School Municipality of Ste-Catherine de Hatley; to wit:

The following lots, all inclusive, of Ste-Catherine de Hatley:

16 to 22 of range V; 8 to 28 of range VI; 7 to 28 of range VII; 5 to 23 of range VIII; 1 to 23 of ranges IX and X.

J. P. LABARRE,  
20549-45-2 Superintendent of Education.

N° 1035-47.

Québec, le 4 novembre, 1947.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Télesphore, comté de Lévis, les lots 46, 48, 49, 50 et 51 du cadastre officiel de St-Télesphore, et de la annexer à la municipalité scolaire de Saint-Romuald d'Etchemin, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
20562-45-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1035-47.

Quebec, November 4, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Télesphore, county of Lévis, lots 46, 48, 49, 50 and 51 of the official cadastre for St-Télesphore, and to annex them to the school municipality of Saint-Romuald d'Etchemin, in the same county.

J.-P. LABARRE,  
20562-45-2 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

## Department of Lands and Forests

## AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery. Division d'enregistrement de Québec.

Avis est la présente donné que une partie du lot 47-55 (rue), les lots 47-17 à 47-40, 47-59 (rue), 47-60 (rue) et 47-61 (rue) sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 octobre 1947.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

20588-o

## NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Colomb de Sillery. Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that part of lot 47-55 (street), lots 47-17 to 47-40, 47-59 (street), 47-60 (street) and lot 47-61 (street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 23rd, 1947.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

20588-o

## AVIS

Cadastre officiel du canton de Jonquière. Division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 20-359 à 20-444, 20-446 à 20-454, 20-459 à 20-465 20-525 à 20-548, la 1/2 Est des lots 20-455 à 20-458, les lots 21A-229 à 21A-237, les lots 26A-43 à 26A-45 et 26A-46, tous dans le Rang IV, les lots 27B-357 à 27B-365, 27B-367 à 27B-401, 27B-403-A, 27B-403 à 27B-410, 27B-449 à 27B-455 tous dans le Rang III, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 novembre 1947.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-Ministre,  
AVILA BÉDARD.

20602-o

## NOTICE

Official Cadastre of the township of Jonquière. Registration Division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 20-359 to 20-444, 20-446 to 20-454, 20-459 to 20-465, 20-525 to 20-548, the 1/2 East of lots 20-455 to 20-458, lots 21A-229 to 21A-237, lots 26A-43, 26A-45 and 26A-46, all in the Range IV, lots 27B-357 to 27B-365, 27B-367 to 27B-401, 27-403 A, 27B-403 to 27B-410, 27B-449 to 27B-455 all in Range III, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 3rd, 1947.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

20602-o

## Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE  
 CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW  
 Examens de novembre 1947 — Examinations of November, 1947

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Bérubé .....	Rosaire .....	22	Amqui .....	Séminaire de Rimouski
Fournier .....	Germain .....		Montréal .....	

Rivière-du-Loup, le 25 octobre 1947. — Rivière-du-Loup, October 25th, 1947.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,  
 LOUIS DUGAL,  
 Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

20574-45-2-o

### Greffes de Notaires

Au sujet de l'avis concernant la transmission du greffe de Rodrigue Elie, en faveur de Me Alfred Beaudry, paru dans la *Gazette officielle de Québec*, au numéro 44, du 31 octobre 1947, page 2655, veuillez prendre note que le prénom "Rodolphe", dans l'avant-dernière ligne dudit avis, doit se lire "Rodrigue".

Québec, 10 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 5 novembre 1947, d'accorder à Me J. Emilien Cardinal, notaire, demeurant et pratiquant à Ste-Geneviève de Pierrefonds, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Adéodat Chauret, notaire décédé, qui pratiquait à Ste-Geneviève de Pierrefonds et à Montréal.

Québec, 10 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
 JEAN BRUCHÉSI.

20603-o

### Notarial Records

Respecting the notice concerning the transfer of the records of Rodrigue Elie in favour of Me Alfred Beaudry, published in the *Quebec Official Gazette*, number 44, of October 31, 1947, page 2655, please take notice that the surname "Rodolphe" in the second last line of said notice, should read "Rodrigue".

Quebec, November 10, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated November 5, 1947, to grant to Me J. Emilien Cardinal, notary, residing and practising at Ste-Geneviève de Pierrefonds, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Adéodat Chauret, deceased notary, who practised at Ste-Geneviève de Pierrefonds and at Montreal.

Quebec, November 10, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,  
 Under Secretary of the Province.

20603

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 8 octobre, 1947.

Mr. André Montpetit, de Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, 23 octobre 1947.

Mr. J. Harold Maloney de Hull, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Québec, 29 octobre 1947.

Mr. Paul Carignan, de Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

### Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, October 8, 1947.

Mr. André Montpetit, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, October 23, 1947.

Mr. J. Harold Maloney, of Hull, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Quebec, October 29, 1947.

Mr. Paul Carignan, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 31 octobre 1946.  
 M. Hector Voisard, domicilié au numéro 6017 rue Coolbrook, Montréal: professeur de coiffure à l'École Centrale d'Arts et Métiers, à compter du 1er septembre 1946.

Quebec, October 31, 1946.  
 Mr. Hector Voisard, domiciled at No 6017 Coolbrook Street, Montreal: to be professor of hairdressing at "l'École Centrale d'Arts et Métiers", as from the 1st of September, 1946.

Québec, 15 octobre 1947.  
 MM. Eugène Gervais, C. Picard, J.-P.-C. Lemieux, Elzéar-A. Bernard et Louis-F. Codère: membres de la Commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Sherbrooke.

Quebec, October 15, 1947.  
 Messrs. Eugène Gervais, C. Picard, J. P. C. Lemieux, Elzéar A. Bernard and Louis F. Codère: to be members of the Commission for the civil erection of parishes in the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke.

**Ordre de Cour**

**Rule of Court**

Province de Québec, district de St. Hyacinthe, Cour de Magistrat, N° 10740. Roméo Péloquin, des cité et district de St. Hyacinthe, demandeur vs Germain Beaulac, des cité et district de St-Hyacinthe, défendeur et Joseph Abandonato, de St-Hilaire, dit district, opposant.

Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Magistrate's Court, No. 10740. Roméo Péloquin, of the city and district of St-Hyacinthe plaintiff; vs Germain Beaulac, of the city and district of St-Hyacinthe, defendant; and Joseph Abandonato, of St-Hilaire, said district, opposant.

Le 31ème jour d'octobre 1947.  
 Sur ordre du Magistrat Victor Chabot donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Germain Beaulac, des cité et district de St-Hyacinthe, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de cette Cour à St-Hyacinthe, dans les quinze jours de la date de la 1ère insertion du présent avis dans la Gazette officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

The thirty-first day of October, 1947.  
 Upon the order of Magistrate Victor Chabot, given this day, in view of the allegation of insolvency of the said Germain Beaulac, of the city and district of St-Hyacinthe, defendant, the creditors of the said defendant, who have not as yet filed their claims, are now called upon to do so in this case, at the office of the Clerk of the said Court at St-Hyacinthe, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

H. BEAUREGARD,  
 D.G.C.M.

H. BEAUREGARD,  
 D.G.C.M.

20550-45-2-o

20550-45-2

**Proclamations**

**Proclamations**

Canada,  
 Province of Québec.  
 [L.S.]

Canada,  
 Province of Québec.  
 [L.S.]

EUG. FISET  
 GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi

EUG. FISET  
 GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

SALUT.

GREETING.

**A**T TENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le QUATORZE JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

**W**HEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the FOURTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à

Québec,

ANTOINE LEMIEUX.

20627-46-9-o

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, comté de Berthier, demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie pour être érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Lanoraie-d'Autray", comté de Berthier;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 23 octobre 1947 et conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, comprenant tous les lots, et leurs subdivisions présentes et à venir, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie compris dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des seigneuries de Lavaltrie et de Lanoraie avec la rive nord-ouest du fleuve Saint-Laurent, de là, en référence au susdit cadastre officiel, suivant la dite ligne séparative des seigneuries de Lavaltrie et de Lanoraie, séparant aussi les municipalités de Lavaltrie et de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie et limitant au sud-ouest les lots 386, 387, 388, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 757, 756, 754, 767 et 1009; de là, suivant la limite entre les comtés de Berthier et de Joliette en passant par l'axe d'un cours d'eau au nord-ouest du lot 1039, l'axe d'un autre cours d'eau à l'ouest du lot 1008, l'axe du lac Romer, l'axe du Ruisseau du lac Romer au nord-ouest des lots 984, 983, 982, 1026, 1027, 1028 et 1029; de là continuant dans la dite limite entre les comtés de Berthier et de Joliette suivant une ligne brisée limitant et renfermant dans le territoire présentement décrit les lots suivants: 1030, 962, 1031, 1033, 1039, 1040, 1034, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049,

At Our Government House, in Our City of Québec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery,

at Québec.

20627-46-9-o

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition had been presented to Us by the majority of the owners of land situate in the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie, county of Berthier, requesting that the territory inhabited by them be detached from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lanoraie-d'Autray", county of Berthier;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and the said territory is within the requirements exacted by law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated October 23, 1947, and in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory forming actually part of the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie, comprising all the lots, and their present and future subdivisions, of the official cadastre for the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie contained within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the division line of the Seigniories of Lavaltrie and Lanoraie with the northwest shore of the Saint Lawrence river; Thence, with reference to the aforesaid official cadastre, following the said division line of the Seigniories Lavaltrie and Lanoraie, separating also the municipalities of Lavaltrie and the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie and bounding on the southwest lots 386, 387, 388, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 757, 756, 754, 767, and 1009; thence following the limit between the counties of Berthier and Joliette by passing through the axis of a watercourse northwest of lot 1009, the axis of another watercourse west of lot 1008, the axis of Lake Romer, the axis of the Lake Romer Stream (Ruisseau du Lac Romer) northwest of lots 984, 983, 982, 1026, 1027, 1028 and 1029; thence continuing in the said limit between the counties of Berthier and Joliette following a broken line bounding and enclosing within the territory hereby described the following lots: 1050, 962, 1031,

1050, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1063, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071 et 1072, jusqu'à l'axe du ruisseau Saint-Joseph et le dit axe du ruisseau Saint-Joseph jusqu'à la ligne séparant les fiefs d'Aubray et d'Orvillier; de là, la dernière ligne nommée séparant aussi la municipalité de Berthier-en-Haut de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie en passant par le côté nord-est d'un chemin en front des lots 539, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550 et 551 et limitant au nord-est les lots 552, 555, 556, 558, 559, 561, 562, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18, la dite ligne prolongée jusqu'à l'axe du fleuve Saint-Laurent; le dit axe du fleuve Saint-Laurent en allant vers le sud ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots 111 et 112 d'avec les lots 113 et 114; de là, les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; le dit prolongement et la dite ligne séparant les lots 111 et 112 d'avec les lots 113 et 114; une ligne limitant au sud-est les lots 480, 479, 478, 477; la ligne nord-est du lot 476 en allant vers le sud-est; la ligne sud-est des lots 476 et 475; la ligne nord-est du lot 1073 (chemin de fer du Saint-Laurent et du village d'Industrie) en allant vers le sud-est; le prolongement à travers le dit lot 1073 de la ligne sud-est du lot 474; la dite ligne sud-est du lot 474 et la ligne sud-est du lot 473 prolongée à travers un chemin public; le côté sud-ouest du dit chemin limitant au nord est le lot 264 en allant vers le nord-ouest; une ligne brisée limitant au sud-est les lots 472, 464, 463, 462 et 461; ligne séparative des lots 282 et 283 prolongée jusqu'à l'axe du fleuve Saint-Laurent; le dit axe du fleuve Saint-Laurent, en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la première ligne nommée séparant les seigneuries de Lavaltrie et de Lanoraie enfin le dit prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, comté de Berthier, érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Lanoraie-d'Aubray", comté de Berthier, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
20620-0 JEAN BRUCHÉSI.

1033, 1039, 1040, 1034, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1063, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071 and 1072, as far as the axis of the Saint Joseph stream, and the said axis of the Saint Joseph stream to the line separating the Fiefs d'Aubray and d'Orvillier; thence, the last mentioned line separating also the municipality of Berthier-en-Haut from the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie by passing by the northeast side of a road in front of lots 539, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550 and 551 and limiting on the north-east lots 552, 555, 556, 558, 559, 561, 562, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 18, the said line prolonged as far as the axis of the Saint Lawrence river; the said axis of the Saint Lawrence River running southwest as far as the prolongation of the line separating lots 111 and 112 from lots 113 and 114; thence, the following lines and demarcations, successively; the said prolongation and the said line separating lots 111 and 112 from lots 113 and 114; a line bounding on the southeast lots 480, 479, 478, 477; the northeast line of lot 476 by bearing southeast, ward; the southeast line of lots 476 and 475; the northeast line of lot 1073 (railway of Saint-Laurent and the village d'Industrie) running south eastward; the prolongation across said lot 1073 of the southeast line of lot 474; the said southeast line of lot 474 and the southeast line of lot 473 extended across a public road; the southwest side of the said road bounding on the northeast lot 264 by running northwestward; a broken line bounding on the southeast lots 472, 464, 463, 462 and 461; the division line of lots 282 and 283 extended as far as the axis of the Saint Lawrence river; the said axis of the Saint Lawrence river, by the bearing southwestward as far as the prolongation of the first named line separating the seigniories of Lavaltrie and Lanoraie, finally the said prolongation up to the starting point; the said territory together with the roads, streets, railway rights of way, rivers, lakes, watercourses or parts of same, comprised within the Limits above described, to be detached from the municipality of the parish of Saint-Joseph de Lanoraie, county of Berthier, and to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lanoraie-d'Aubray", county of Berthier, such erection to take effect on and from the first day of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.N.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of October, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

20620 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

Canada,  
Province of  
Québec,  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de l'article 2, chapitre 320 de la Loi du Cadastre, Statuts refondus de Québec 1941, un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton de Gagnon, division d'enregistrement de Labelle, et comprenant une partie des rangs I à VII et leurs subdivisions respectives, ainsi que les Îles 1, 2, 3 et 4 du Lac Long;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Labelle;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 2 octobre 1947, portant le N° 1599,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil deviendront en force, relativement aux lots compris dans cette partie du canton de Gagnon désignée ci-dessus; et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité, conférée par le Code civil, à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur les lots de terre compris dans la partie désignée ci-dessus, du canton de Gagnon.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait prendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20619-0

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Québec, 1941, section 2, chapter 320), a plan and book of reference of a part of the township Gagnon, Registration Division of Labelle, and comprising a part of Ranges I to VII and their respective subdivisions, and also Islands 1, 2, 3 and 4 of Lac Long;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Labelle.

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated October 2, 1947, bearing No. 1599. We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the registration division to which it belongs, which is mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code will come into force, respecting the lots comprised within that part of the township Gagnon above described; and

We invite all interested parties, on pain of forfeiture of priority provided by the Civil Code, to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in that part, above described, of the township of Gagnon.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Smr EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our Said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this second day of October, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By Command.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20619

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, détenteur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général  
L. DÉSILETS { ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Dasserat, comprenant les Rangs III à X et leurs subdivisions respectives, les Blocs A, B, C, D, E, H, I, J, K, L, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 18 à 22, et les îles des lacs Dasserat, Arnoux, Labyrinthe, Desvaux et un lac inconnu, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

ATTENDU que le livre de renvoi officiel relatif à ce plan ci-dessus mentionné a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 8 octobre 1947 portant le numéro 1644

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à une partie du canton de Dasserat, comprenant les Rangs III à X et leurs subdivisions respectives, les Blocs A, B, C, D, E, H, I, J, K, L, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 18 à 22 et les îles des lacs Dasserat, Arnoux, Labyrinthe, Desvaux et un lac inconnu dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence;

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS { WHEREAS the Honorable Minister of Land and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec 1941, section 2, chapter 320), a plan of part of the township of Dasserat, comprising the ranges III to X, and their respective subdivisions, the blocks A, B, C, D, E, H, I, J, K, L, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 18 to 22 and the islands of Lakes Dasserat, Arnoux, Labyrinthe, Desvaux and an unnamed lake, in the Registration Division of Témiscamingue;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above, has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated October eighth, 1947, bearing No. 1644.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned, in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the part of the township of Dasserat, ranges III to X and their respective subdivisions, comprising blocks A, B, C, D, E, H, I, J, K, L, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 18 to 22 and the islands of Lakes Dasserat, Arnoux, Labyrinthe, Desvaux, and an unnamed lake in the Registration Division of Témiscamingue;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to renew within the two years following the date as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D. Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce-huitième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

20613-o

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven, and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

20613

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Chapais, comprenant les Rangs I, II, III, VI à XII incl., les Rangs A et B et leurs subdivisions respectives, dans la division d'enregistrement de Kamouraska;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des Archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Kamouraska;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 8 octobre 1947, portant le N° 1643, Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et, Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la Gazette officielle de Québec le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Chapais dans la division d'enregistrement de Kamouraska, comprenant les Rangs I, II, III, VI à XII incl., les Rangs A et B et leurs subdivisions respectives. Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'ar-

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has had prepared, under his direction, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941 section 2, chapter 320), a plan of a part of the township Chapais, comprising Ranges I, II, III, VI to XII inclusively, Ranges A and B and their respective subdivisions, in the Registration Division of Kamouraska;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, make up to the date specified therein now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Kamouraska,

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated October 8, 1947, bearing No. 1643, We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and, We fix the date of the publication of the present proclamation in the Quebec Official Gazette, the day on which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec shall come into force, respecting that part of the township Chapais in the Registration Division of Kamouraska, comprising Ranges I, II, III, VI to XII inclusively, Ranges A and B and their respective subdivisions.

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the

article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DÈ TOUT CÈ QUÈ DÈSSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres vus les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne le onzième année.

Par orre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
20618-o JEAN BRUCHESI.

provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,  
20618 Under Secretary of the Province.

## Sièges sociaux

### LAURENTIDE LACES INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Laurentide Laces Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 octobre 1947, a établi son bureau à 423 rue Mayor, Montréal.

Montréal, le 29 octobre 1947.

Le Secrétaire,  
20595 I. MENDEL.

## Head offices

### LAURENTIDE LACES INC.

Notice is hereby given that "Laurentide Laces Inc." incorporated by letters patent dated October 14th, 1947, has established its office at 423 Mayor Street, Montreal.

Montreal, October 29th, 1947.

I. MENDEL,  
20595-o Secretary.

### AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL DE STANLEY LININGS (CANADA) LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Stanley Linings (Canada) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 avril 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé à Suite 924-1117 rue Ste-Catherine-ouest, l'a transporté à Suite 2-1242 avenue McGill College, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour d'octobre 1947.

Le Président,  
20596 BAZIL J. LEVY.

### NOTICE OF THE CHANGE OF ADDRESS OF THE HEAD OFFICE OF STANLEY LININGS (CANADA) LIMITED

Notice is hereby given that the "Stanley Linings (Canada) Limited", incorporated by letters patent on the 23rd of April, 1946 and having its head office in the city of Montreal where its office was situated at Suite 924-1117 St. Catherine St. West, has moved it to Suite 2-1242 McGill College Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of October, 1947.

BAZIL J. LEVY,  
20596-o President.

### NORTHERN AMUSEMENT & SUPPLY Co. LTD.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Northern Amusement & Supply Co. Ltd." corporation constituée par lettres patentes de la province de Québec, en date du dix-huit mars mil neuf cent quarante-sept, ayant le siège social de ses affaires à Chicoutimi, dans le district de

### NORTHERN AMUSEMENT & SUPPLY Co. LTD.

Notice is hereby given that the company "Northern Amusement & Supply Co. Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, one thousand nine hundred and forty-seven, having its head office at Chicoutimi, in the district of

Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal au N° 37, de l'avenue Montcalm, à Chicoutimi. Chicoutimi, le 15 octobre 1947.

20621-o

Le Secrétaire.  
JACQUES RIVERIN.

Chicoutimi, has established its office or legal domicile at No. 37 Montcalm Avenue, Chicoutimi Chicoutimi, October 15, 1947.

20621

JACQUES RIVERIN.  
Secretary.

**Soumissions**

**Tenders**

**AVIS**

**NOTICE**

BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE

BOARD OF THE ROMAN CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le sousigné, jusqu'à trois heures de l'après-midi, le 9 décembre 1947, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$260,000.00 du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke, et remboursable en séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1967 inclusivement.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned up to three o'clock in the afternoon of the 9th day of December, 1947, for the purchase of an issue of bonds to the amount of \$260,000, of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke, and redeemable serially from November 1st, 1948, to November 1st, 1967, inclusively.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3% et le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement les premier mai et premier novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec et Sherbrooke.

Tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually the first of May and first of November of each year. Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec and Sherbrooke.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, on any interest payment date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Ces obligations seront datées du premier Novembre 1947, et remboursables par séries comme suit:

Said bonds will be dated November first, 1947, and be redeemable serially as follows:

1948.....	\$10,000.00
1949.....	10,000.00
1950.....	11,000.00
1951.....	11,000.00
1952.....	11,000.00
1953.....	11,000.00
1954.....	12,000.00
1955.....	12,000.00
1956.....	12,000.00
1957.....	13,000.00
1958.....	13,000.00
1959.....	13,000.00
1960.....	14,000.00
1961.....	14,000.00
1962.....	15,000.00
1963.....	15,000.00
1964.....	15,000.00
1965.....	16,000.00
1966.....	16,000.00
1967.....	16,000.00

\$260,00.00

1948.....	\$10,000.00
1949.....	10,000.00
1950.....	11,000.00
1951.....	11,000.00
1952.....	11,000.00
1953.....	11,000.00
1954.....	12,000.00
1955.....	12,000.00
1956.....	12,000.00
1957.....	13,000.00
1958.....	13,000.00
1959.....	13,000.00
1960.....	14,000.00
1961.....	14,000.00
1962.....	15,000.00
1963.....	15,000.00
1964.....	15,000.00
1965.....	16,000.00
1966.....	16,000.00
1967.....	16,000.00

\$260,000.00

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque acceptée, fait à l'ordre du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke, égal à 1% du montant du total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque made to the order of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une session spéciale du dit bureau,

Tenders will be opened and taken into consideration at a special meeting of the said Board, to

qui sera tenue à trois heures de l'après-midi, mardi le 9 décembre 1947.

Le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, 13ème jour de Novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
MASTAI J. CHOQUETTE.

20597-o

Province de Québec

VILLE DE LAVAL DES RAPIDES

*Soumissions pour obligations*

Avis public est, par les présentes donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à huit heures de l'après-midi, lundi le 1er décembre 1947, pour l'achat de \$67,500.00 d'obligations de la Ville de Laval des Rapides, datées du premier novembre 1947 et remboursables en séries du premier novembre 1948 au premier novembre 1977 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les premier novembre et premier mai de chaque année. Les susdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée au taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance.

Ces obligations ont été émises en vertu des règlements nos 126-127 et 133 de la Ville de Laval des Rapides, adoptés le 29 juillet 1947, et le 6 octobre 1947, et deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Date	Capital
1 novembre 1948.....	\$ 1,500.00
1 " 1949.....	1,500.00
1 " 1950.....	1,500.00
1 " 1951.....	1,500.00
1 " 1952.....	1,500.00
1 " 1953.....	1,500.00
1 " 1954.....	1,500.00
1 " 1955.....	2,000.00
1 " 1956.....	2,000.00
1 " 1957.....	2,000.00
1 " 1958.....	2,000.00
1 " 1959.....	2,000.00
1 " 1960.....	2,000.00
1 " 1961.....	2,000.00
1 " 1962.....	2,000.00
1 " 1963.....	2,000.00
1 " 1964.....	2,000.00
1 " 1965.....	2,500.00
1 " 1966.....	2,500.00
1 " 1967.....	2,500.00
1 " 1968.....	2,500.00
1 " 1969.....	2,500.00
1 " 1970.....	2,500.00
1 " 1971.....	3,000.00
1 " 1972.....	3,000.00
1 " 1973.....	3,000.00
1 " 1974.....	3,000.00
1 " 1975.....	3,000.00
1 " 1976.....	3,500.00
1 " 1977.....	3,500.00
	<hr/>
	\$67,500.00

be held at three o'clock in the afternoon, Tuesday, the 9th of December, 1947.

The Board of Roman Catholic Commissioners of the City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 13th day of November, 1947.

MASTAI J. CHOQUETTE,  
Secretary-Treasurer.

20597

Province of Quebec

TOWN OF LAVAL DES RAPIDES

*Tenders for Bonds*

Public notice is hereby given that written sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until eight o'clock in the afternoon, Monday, December 1st, 1947, for the purchase of the Town of Laval des Rapides bonds amounting to \$67,500.00, dated November 1st, 1947 and redeemable in series from November 1st 1948 to November 1st 1977 inclusively, the interest being payable semi-annually on the first day of November and the first day of May each year. The above mentioned debentures will bear interest at the choice of the tendering party whose offer will be accepted at the rate offered provided, it will not exceed 3% and the rate offered may be the same for the total amount or may vary according to the maturity.

This issues has been authorized by the Town of Laval des Rapides by-laws nos 126-127 and 133 adopted by the town council of said Town on July 29th, 1947, and on October 6th, 1947, which bonds will mature according to the following schedule:

Date	Capital
1 novembre 1948.....	\$ 1,500.00
1 " 1949.....	1,500.00
1 " 1950.....	1,500.00
1 " 1951.....	1,500.00
1 " 1952.....	1,500.00
1 " 1953.....	1,500.00
1 " 1954.....	1,500.00
1 " 1955.....	2,000.00
1 " 1956.....	2,000.00
1 " 1957.....	2,000.00
1 " 1958.....	2,000.00
1 " 1959.....	2,000.00
1 " 1960.....	2,000.00
1 " 1961.....	2,000.00
1 " 1962.....	2,000.00
1 " 1963.....	2,000.00
1 " 1964.....	2,000.00
1 " 1965.....	2,500.00
1 " 1966.....	2,500.00
1 " 1967.....	2,500.00
1 " 1968.....	2,500.00
1 " 1969.....	2,500.00
1 " 1970.....	2,500.00
1 " 1971.....	3,000.00
1 " 1972.....	3,000.00
1 " 1973.....	3,000.00
1 " 1974.....	3,000.00
1 " 1975.....	3,000.00
1 " 1976.....	3,500.00
1 " 1977.....	3,500.00
	<hr/>
	\$67,500.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque mentionnée dans les règlements d'emprunt, à Cartierville ou à Montréal. Ces obliga-

Both the principal and interest will be payable at the bank mentioned in the loan proceduresat, Cartierville or at Montreal. Said bonds will be

ons seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Laval des Rapides, égal à 1% du montant de la présente émission et chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à la séance spéciale du conseil qui sera tenue lundi le 1er décembre 1947, à huit heures du soir en la salle de l'Hôtel-de-Ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Ville Laval des Rapides, ce septième jour de novembre 1947.

20623-o Le Secrétaire-trésorier,  
J.-E. LAVOIE.

issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00 and may be registered as to capital at the office of the undersigned.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Laval des Rapides, equal to 1% of the amount of this issue and each tender must specify whether the price offer includes or does not include accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The said tenders will be opened and considered at a special sitting of the Town Council to be held on Monday, December 1st 1947, at 7 o'clock p.m., in the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Laval des Rapides, this seventh day of November 1947.

20623-o J. E. LAVOIE,  
Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec

Canada, Province of Quebec

CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE ST-JOSEPH DE COLERAINE, COMTE MEGANTIC

MUNICIPAL CORPORATION OF THE PARISH OF ST-JOSEPH DE COLERAINE, COUNTY MEGANTIC

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, le premier jour du mois de décembre 1947, pour l'achat d'une émission de \$35,000,00 d'obligations de la corporation municipale de St-Joseph de Coleraine, datées du 1er octobre 1947, et remboursables en série du 1er octobre 1948 au 1er octobre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux de 3% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to noon, the first day of the month of December, 1947, for the purchase of an issue of \$35,000 of bonds of the municipal corporation of St-Joseph de Coleraine, dated October 1, 1947, and redeemable serially from the 1st of October 1948, to the 1st of October 1967 inclusively, with interest at the rate of 3%, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year.

Le capital et l'intérêt seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Thetford Mines, Québec et Montréal.

Capital and interest to be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Thetford Mines, Quebec and Montreal.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212, des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si l'intérêt accru sur les obligations au temps de leur livraison est compris ou non-compris dans le prix de la soumission.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, to time of delivery, is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une réunion du conseil à être tenue le premier jour du mois de décembre 1947, à 8 heures du soir, au lieu ordinaire des réunions du conseil à la salle de l'école du village de Coleraine.

Tenders will be opened and considered at a council meeting to be held on the first day of the month of December, 1947, at 8 o'clock in the evening, at the usual meeting place of the council in the school hall of the village of Coleraine.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Daté à Coleraine, ce cinquième jour de novembre 1947.

Dated at Coleraine, this fifth day of November, 1947.

20612-o Le Secrétaire-trésorier,  
JOS. PROULX.

20612 JOS. PROULX,  
Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA MALBAIE,  
COMTÉ CHARLEVOIX, QUÉ.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le 1er décembre 1947, pour l'achat de \$30,000.00 d'obligations de la Corporation municipale du Village de La Malbaie, dans le comté de Charlevoix, datées du 1er novembre 1947, et remboursables en séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1967 inclusivement, avec intérêt à 3% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans le document d'emprunt, à Montréal, Québec et La Malbaie.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Retendus de Québec, 1941; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le 1er décembre 1947, à huit heures de l'après-midi, à la salle de l'École Supérieure de La Malbaie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Malbaie, ce 7 novembre 1947.

(Sceau)

20608-46-2-0 Le Secrétaire-trésorier,  
J.-ADJUTOR PERRON.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE ST-HUBERT  
COMTÉ DE CHAMBLY, QUÉ.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à six heures de l'après-midi, lundi, le premier décembre mil neuf cent quarante-sept, pour l'achat de \$15,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la paroisse de St-Hubert, datées du premier janvier 1948 et remboursables en séries du premier janvier 1949 au premier janvier 1958 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement le premier janvier et premier juillet de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal et à St-Lambert.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le premier

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA MALBAIE,  
COUNTY OF CHARLEVOIX, QUE.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, Monday the 1st day of the month of December 1947, for the purchase of an issue of \$30,000.00 of bonds of the municipal corporation of the Village of La Malbaie, dated November 1st, 1947, and redeemable serially from November the 1st, 1948 to November the 1st 1967 inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of November and on the 1st of May of each year.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec and La Malbaie. Co Charlevoix.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 1st of the month of December 1947, at 8 o'clock in the afternoon, at the Superior School Hall of La Malbaie.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

La Malbaie, this 7th day of the month of november 1947.

(Seal)

20608-46-2-0 J. ADJUTOR PERRON,  
Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-HUBERT  
CHAMBLY COUNTY, QUE.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 6 o'clock in the afternoon, Monday, the 1st day of the month of December 1947, for the purchase of an issue of \$15,000.00 of bonds of the municipal corporation of the parish of St-Hubert, dated January 1st, 1948, and redeemable serially from January 1st, 1949, to January 1st, 1958 inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of January and on the 1st of July each year.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal and St-Lambert.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 1st of De-

décembre mil neuf cent quarante-sept, à sept heures de l'après-midi, à la salle municipale de St-Hubert.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hubert, (Chambly) ce 6 novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
MARC LAMARRE.

20598-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ VILLAGE LATERRIÈRE  
COMTÉ DE CHICOUTIMI

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi le 1er décembre 1947, pour l'achat de \$11,000.00 d'obligations de la Corporation municipale du Village de Laterrière, datées du 1er novembre 1947 et remboursables en séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1967 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec et à Chicoutimi.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 1er décembre 1947, à 8 heures P.M., à la salle publique de Laterrière.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laterrière, Comté de Chicoutimi, ce 10 novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,  
ROLAND FOURNIER.

20622-o

### Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 215518. Arthur Laframboise, demandeur; vs Les Héritiers de la Succession de feu Calixte Laframboise & al., défendeurs, et T. Brassard, mis-en-cause.

#### AVIS DE LICITATION (art. 1047 C. P. C.)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 7 novembre 1947, dans une cause dans laquelle Arthur Laframboise, journalier, résidant au numéro 916 de la rue Clarke des cité et district de Montréal, est demandeur et Les Héritiers de la Succession de feu Calixte Laframboise soit Dame Marie Rose Laframboise, épouse commune en biens de Wilde Thibault, cultivateur, tant personnellement qu'aux fins d'aider et autoriser sa dite épouse à ester, et Dame Alice Laframboise épouse commune en biens de Albert Beauguard, journalier, et le dit Albert Beauguard, tant personnellement qu'aux fins

cember 1947, at 7 o'clock in the afternoon, at the municipal hall of St. Hubert.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Hubert, (Chambly) this November 6th, 1947.

MARC LAMARRE,  
Secretary-Treasurer.

20598-o

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LATERRIÈRE,  
COUNTY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Monday the first of December, 1947, for the purchase of \$11,000 of bonds of the municipal corporation of the Village of Laterrière, dated November 1st, 1947 and redeemable serially from the 1st of November 1948, to the 1st of November 1967 inclusively, with interest at 3% per annum payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec and Chicoutimi.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the council to be held on the 1st of December, 1947, at 8 o'clock P.M., in the public hall of Laterrière.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Laterrière, County of Chicoutimi, this 10th day of November, 1947.

ROLAND FOURNIER,  
Secretary-Treasurer.

20622

### Sales by Licitiation

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, in the Superior Court, No. 215518. Arthur Laframboise, plaintiff, vs The Heirs of the Estate of the late Calixte Laframboise et al., defendants, and T. Brassard, Mis-en-cause.

#### NOTICE OF LICITATION (art. 1047 C.C.P.)

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 7th of November 1947, in a case in which Arthur Laframboise, laborer, residing at No. 916 Clarke Street, in the city and district of Montreal, is plaintiff, and the Heirs of the Estate of the late Calixte Laframboise, namely Dame Marie Rose Laframboise, wife common as to property of Wilde Thibault, farmer, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife to ester, and Dame Alice Laframboise, wife common as to property of Albert Beauguard, laborer, and the said Albert Beauguard as well person.

d'aider et autoriser sa dite épouse à ester sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. "Un lot de terre sis à Montréal, rue Casgrain, connu et désigné sous le numéro neuf de la subdivision du lot originaire numéro six cent quarante-trois (643-9) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-et-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 7752, 7754 et 7756 de ladite rue Casgrain; avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière, avec tous autres ayant droit."

2. "Un lot vague sis sur la rue Casgrain à Montréal, connu et désigné sous le numéro huit de la subdivision du lot originaire six cent quarante-trois (643-8) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-et-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière, avec tous autres ayants droit."

3. "Un lot vague sis sur la rue Casgrain, à Montréal, connu et désigné sous le numéro sept de la subdivision du lot originaire six cent quarante-trois (643-7) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-et-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière, avec tous autres ayants droit."

4. "Un emplacement connu et désigné comme partie du lot de terre numéro cinq cent soixante-et-dix huit du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-578) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant cette dite partie vingt pieds en front environ par quatre-vingt-treize pieds et dix-centièmes de pied de profondeur, mesure anglaise et bornée comme suit: en front par la rue Casgrain en arrière par la ruelle, d'un côté au Nord par le lot 2643-579, et de l'autre côté au Sud par le lot 2643-577 du même cadastre; cette partie de lot étant le lot numéro 2643-578 à déduire cependant la partie expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Casgrain, le tout tel qu'il appert au jugement de la Cour Supérieure de Montréal, enregistré à Montréal, sous le No. 241310; avec toutes bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 7669 et 7671 de ladite rue Casgrain à Montréal."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 18 décembre 1947, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal chambre 31, à 10.15 hres de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposées au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$1,000.00 doit être fait au préalable par chaque enchérisseur entre les mains de l'officier en charge de la vente sur chaque immeu-

ally as for the purpose of authorizing his said wife to ester, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

1. A lot of land situate in Montreal, on Casgrain street, known and designated under number nine of the original subdivision lot number six hundred and forty-three (643-9) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7752, 7754 and 7756 of the said Casgrain street; with right of passage in the lane in the rear in common with all others having right thereto;

2. A vacant lot situate on Casgrain street, in Montreal, known and designated under number eight of original subdivision lot number six hundred and forty-three (643-8) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less; with right of passage in the lane in the rear in common with all others having right thereto;

3. A vacant lot situate on Casgrain street, in Montreal, known and designated under number seven of original subdivision lot number six hundred and forty-three (643-7) on the official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less; with right of passage in a lane in rear with all others having right thereto;

4. An emplacement known and designated as part of the lot of land number five hundred and seventy-eight of original lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-578) on the official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring, that part, about twenty feet in width by ninety-three feet and ten-hundredths of a foot in depth, English measure, and bounded as follows: in front by Casgrain Street, in rear by a lane, on one side in a Northerly direction by lot 2643-579, and on the other side in a Southerly direction by lot 2643-577 on the same cadastre; that part of lot being lot number 2643-578 to be however deducted the part expropriated by the city of Montreal for the widening of Casgrain street, the whole as appears by a judgment of the Superior Court, registered at Montreal, under No. 241310; with all buildings thereon erected and bearing civic numbers 7669 and 7671 of said Casgrain Street, Montreal.

The immoveables hereinabove described shall be offered at public auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 18th of December 1947, at 10.15 o'clock A.M., in open Court, at Court room No. 31, Court House, Montreal, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby determined, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1,000.00 shall be required in advance from every bidder to be made in the hands of the officer charged with the sale on each im-

ble ci-dessus désigné offert en vente et un dépôt de \$500.00 doit être fait au préalable par chaque enchérisseur entre les mains de l'officier en charge de la vente de chaque terrain vacant.

Montréal, ce 10 novembre 1947.

Le Procureur du demandeur,  
20609-46-2-o PHILIPPE AUBÉ.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 252,866.

AVIS DE LICITATION (1047 C.P.C.)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16 septembre 1947, dans une cause portant le N° 252,866 des dossiers de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, dans laquelle René Deschamps, électricien du village de Richelieu, district de St-Hyacinthe, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

A) Un emplacement situé au village de Chambly-Bassin, district de Montréal, connu et désigné sous le N° dix-neuf (19) de la subdivision du lot originaire, cent vingt-trois (123-19) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Chambly-Bassin, mesurant quatre-vingt dix pieds de largeur en front sur la rue Bourgogne par cent soixante-trois pieds de profondeur avec maison et autres bâtisses dessus construites.

B) Une petite lisière de terrain située audit village de Chambly-Bassin, formant partie du lot originaire cent vingt-trois (P-123) aux plan et livre de renvoi officiels dudit village, et borné en front par un chemin public connu sous le nom de Fréchette, en arrière par une coulée séparant cette lisière de terre du terrain appartenant à Mme Veuve Pierre Lajeunesse, d'un côté l'emplacement ci-dessus désigné et de l'autre côté par le reste dudit lot appartenant à Victor Lareau.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, MARDI, le 16 DECEMBRE 1947, Cour tenant, à 10.15 hres A.M., dans la salle d'audience N° 31 ou dans toute autre salle désignée par la Cour, au Palais de Justice de Montréal; le tout en bloc suivant jugement rendu le 20 octobre 1947, par l'hon. Juge Campbell, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des Charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses au droit de le faire, suivant la loi.

Tout enchérisseur devra déposer au bureau du protonotaire de cette cour, au moment de son offre ou enchère, la somme de quinze cents dollars (\$1,500) en acompte du prix d'adjudication, Montréal, le 7 novembre 1947.

Le Procureur du demandeur,  
20624-46-2-o EDOUARD BERNARD.

moveable hereinabove designated put up for sale, and a deposit of \$500., shall be required in advance from every bidder to be made in the hands of the officer charged with the sale, for the sale of each vacant lot.

Montreal, this 10th of November, 1947.

20609-46-2-o PHILIPPE AUBÉ,  
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 252,866.

NOTICE OF LICITATION (1047 C.C.P.)

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on sixteenth day of September 1947, in a cause bearing No. 252,866 of the briefs of the Superior Court for the district of Montreal herein René Deschamps, electrician, of the village of Richelieu, district of St-Hyacinthe, is plaintiff, ordering the licitation of the immovables described as follows:

A) A lot of land situated in the Village of Chambly-Bassin, district of Montreal, known and designated as being subdivision nineteen of the original lot one hundred and twenty-three (123-19) on the official plan and book of reference for the village of Chambly-Bassin, measuring ninety feet large in front on Bourgogne Street, by one hundred and sixty-three feet in depth with the building thereon erected.

B) A small stretch of land situated in the said village of Chambly-Bassin, forming part of the original lot one hundred and twenty-three (P-123) on the official plan and book of reference of the said village and bounded in front by a public road known under the name of Fréchette, in back by a ditch separating this stretch of land, from the property belonging to the widow Mrs Pierre Lajeunesse, on one side by the property hereinabove described and on the other side by the balance of the said lot belonging to Victor Lareau

The properties above, described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on TUESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER 1947, at TEN-FIFTEENTH o'clock in the forenoon by the said Court in room 31, in the Court House, at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the said sale, the whole "en bloc" according to the judgment rendered on the twentieth day of October 1947, by the Hon. Justice Campbell, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand five hundred dollars must be made by each bidder with every bid. Montreal, November 7th, 1947.

20624-46-2-o EDOUARD BERNARD,  
Attorney for plaintiff.

## Vente pour taxes

## Sale for Taxes

Province de Québec — Comté de Sherbrooke

Province of Quebec — County of Sherbrooke

VILLE DE LENNOXVILLE

TOWN OF LENNOXVILLE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Lennoxville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du conseil municipal à l'hôtel de ville de la susdite municipalité MARDI le DEUX DÉCEMBRE, 1947, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts mentionnées dans l'état ci-dessous et les frais qui seront subseqüemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the Town of Lennoxville, that the properties hereinafter described will be sold by the public auction, at the office of the Municipal Council at the Town Hall of the aforesaid municipality TUESDAY the SECOND day of DECEMBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and School taxes with interest mentioned in the following statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before this sale.

Succession Mitchell, James S., Cadastre des parties 272 et 273. Total des taxes municipales et scolaires dues: \$26.00.

Mitchell, James S. Estate, Cadaster of the Parts 272 and 273. Total of Municipal and School taxes due: \$26.00.

Commencant à un point de la ligitte nord de la rue Downs, cent (100) pieds à l'ouest de l'intersection de la ligne nord de la rue Downs avec la ligne ouest de la rue Main; de là à la droite dans la direction nord à un angle de quatre-vingt-dix-huit degrés et trente-huit minutes (98°38') une distance de deux cent dix-sept (217) pieds jusqu'à un poteau de fer au centre du ruisseau; de là vers la gauche dans la direction ouest un angle de cent un degrés et vingt-cinq minutes (101°25') une distance de quatre cent cinquante-huit (458) pieds jusqu'à un poteau de fer; de là vers la gauche, un angle de cent deux degrés et vingt minutes (102°20') une distance de cent vingt cinq pieds et cinq dixièmes de pied (125.5) jusqu'à un poteau de fer; de là vers la droite un angle de huit degrés et vingt minutes (8°20') une distance de cent trente-quatre (134) pieds suivant la ligne est du passage de M. Loach jusqu'à un poteau de fer; de là vers l'est en suivant la ligne nord de la rue Downs, une distance de trois cent soixante-quinze (375) pieds jusqu'au point de départ.

Commencing at a point in the Northerly line of Downs St. One hundred feet (100) West from the intersection of the Northerly line of Downs Street with the Westerly line of Main Street; thence to the right in a Northerly direction an angle of ninety-eight degrees thirty eight minutes (98°38') a distance of two hundred and seventeen (217) feet to an iron post in the middle of the brook; thence to the left in a Westerly direction an angle of one hundred and one degrees and twenty-five minutes (101°25') a distance of four hundred and fifty-eight (458) feet to an iron post; thence to the left an angle of one hundred and two degrees twenty minutes (102°20'), a distance of one hundred twenty-five feet and five tenths of a foot (125.5) to an iron post; thence to the right an angle of eight degrees twenty minutes (8°20') a distance of one hundred and thirty-four feet (134) following the Easterly line of Mr. Loach's driveway, to an iron post; thence Easterly following the Northerly line of Downs Street a distance of three hundred and seventy-five feet (375) to the point of commencement.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous des plans et livres de renvoi officiels du village de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

The above immovables are all upon the official plan and in the book of reference of the Village of Lennoxville, and situated in the Town of Lennoxville.

Donné sous mon seing, en la ville de Lennoxville, ce 3ième jour de novembre 1947.

Given under my hand, in the Town of Lennoxville, this 3rd day of November 1947.

Le Secrétaire-trésorier,

W. R. BAKER,

20563-45-2-o

W. R. BAKER.

20563-45-2-o

Secretary-treasurer.

Province de Québec—District de Montréal

Province of Quebec—District of Montreal

CITÉ D'OUTREMONT

CITY OF OUTREMONT

Vente de Propriétés pour Taxes

Sales of Properties for Taxes

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier et Trésorier de la cité d'Outremont que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, N° 543 Chemin Ste-Catherine, dans ladite Cité, le NEUVIEME (9ième) jour de DECEMBRE, mil neuf cent quarante-sept (1947) à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned city clerk and treasurer of the city of Outremont that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, No. 543 St-Catherine Road, in the said city on the NINTH (9th) day of the month of DECEMBER, nineteen hundred and forty-seven (1947) at ELEVEN of the clock in the forenoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes with accrued interest and costs, incurred thereon unless the said taxes, interest and costs, be paid before the sale.

Propriétaires de biens-fonds . . . . . No. de cadastre et subdivision

Names of Owners of Immovables . . . . . Cadastre and Subdivision

Davidson, Arthur J. C. Succ.—Un emplacement composé du lot 27-17-3 de la paroisse de Montréal

Davidson, Arthur J. C. Estate.—A piece of land composed of lot 27-17-3 of the Parish of Montreal joint

joint avec la partie de la resubdivision deux de la subdivision dix-sept du lot originaire vingt-sept (27-17-2pt.) de la paroisse de Montréal, mesurant seize pieds (16') de largeur par quarante-cinq pieds et dix pouces (45'10") de profondeur dans la ligne sud-ouest et quarante-quatre pieds et neuf pouces (44'9") dans la ligne nord-est contenant une superficie de sept cent vingt-huit pieds (728') mesure anglaise, plus ou moins, bornée au nord-est par le dit lot 27-17-3 au sud-est par le lot 27-17-1; au sud-ouest par le résidu dudit lot 27-17-2 et au nord-est par l'avenue Maplewood (lot 27-14) avec le bâtiment et ses dépendances dessus érigés portant le numéro civique 98 du Chemin de la Côte Ste-Catherine.

with that part of resubdivision two of subdivision seventeen of cadastral lot twenty-seven (27-17-2pt) of the Parish of Montreal containing sixteen feet (16') in width by forty-five feet and ten twelfths of a foot (45 10/12') in depth on the southwest line and forty-four feet and nine twelfths of a foot (44 9/12') on the north-east line having a superficies of seven hundred and twenty-eight feet (728') English measure, more or less; bounded to the north-east by said lot 27-17-3 to the south-east by lot 27-17-1; to the south-west by the resi due of said lot 27-17-2 and to the nordt-east by Maplewood Avenue (lot 27-14) with building and dependencies thereon erected bearing civic No. 98 Ste Catherine Road.

Corbeil, M. B. Succ.—Lot numéro 32-2-34 de la Paroisse de Montréal.

Corbeil, M. B. Estate.—Lot number 32-2-34 of the parish of Montreal.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la cité d'Outremont, ils seront vendus sujets à toutes servitudes actives et passives, apparentes ou non-apparentes qui peuvent les affecter.

The above immovables are all described on the Official Plan and in the Book of Reference of the parish of Montreal and situated in the city of Outremont, and are sold subject to all active and passive servitudes apparent or non-apparent affecting the said properties.

Donné en la cité d'Outremont, ce douzième (12ième) jour de novembre, mil neuf cent quarante-sept, (1947).

Given at the city of Outremont, this twelfth (12th) day of the month of November, nineteen hundred and forty-seven (1947).

Le Greffier et Trésorier,  
20625-46-2-o E. T. SAMPSON.

E. T. SAMPSON,  
20625-46-2-o City Clerk and Treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

## SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### MONTREAL

### MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*  
C. de C. District de Montréal

*Fieri Facias de Terris*  
C. C. District of Montreal

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE POINTE  
N° 26915 } CLAIRES, demande-  
resse vs SYDMER W. EWING & al, défendeurs.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF POINTE  
No. 26915. } CLAIRE, plaintiff; vs  
SYDMER W. EWING & al, defendants.

Les lots et parties de lots suivant, situés en la ville de Pointe Claire, et étant tous des subdivisions du lot originaire N° 50, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Paroisse de Pointe Claire, savoir:

The following lots and parts of lots situate in the Town of Pointe Claire, and all being subdivisions of original lot N° 50, on the official cadastral plan and in the book of reference of the Parish of Pointe Claire, to wit:

1° Le lot No 11 avec bâtisses dessus construites, les lots Nos, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 33, 34, 35, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 55, 56, 57, 58, 70, 71, 72, 175 et 176 ayant front sur une rue projetée appelée Avenue Hillside et étant le lot N° 45 de ladite subdivision, et le dit lot N° 45, connu comme Avenue Hillside, ayant front sur le chemin Bord du Lac, moins cette partie expropriée par le gouvernement provincial et connue sous le nom de Boulevard Métropolitain, sans bâtisses;

1. Lot No. 11 with buildings thereon erected, lots nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 33, 34, 35, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 55, 56, 57, 58, 70, 71, 72, 175 and 176 fronting on a projected street called Hillside Avenue and being lot No. 45 of the said subdivision, and the said lot N° 45, known as Hillside Avenue, fronting on the Lakeside Road, less that part expropriated by the Provincial Government and known as Boulevard Métropolitain without buildings;

2° Les lots Nos 93, 94 avec bâtisses, les lots Nos 101, 102, 103, 104, 105, 111, 112, 113, 116, 117, 118, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 142, bornés en front par la rue projetée appelée Avenue Hillcrest étant le lot N° 115 de la dite subdivision, le dit lot N° 115, bornés à l'Est et à l'Ouest par les lots ci-dessus mentionnés, au sud par le lot N° 171, et au Nord par les voies du C.N.R. moins cette partie expropriée par le gouvernement provincial et connu sous le nom de Boulevard Métropolitain, sans bâtisses;

2. Lots 93, 94 with buildings, lots Nos. 101, 102, 103, 104, 105, 111, 112, 113, 116, 117, 118, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 135, 136, 137, 138, 139, 140 and 142, bounded in front by the projected street called Hillcrest Avenue, being lot No. 115 of the said subdivision, and said lot No. 115, bounded on the east and west by the lots above mentioned on the south by lot No. 171, and on the north by the C. N. Railways, less that part expropriated by the Provincial Government and known as Boulevard Métropolitain, without buildings;

3° Les lots Nos 162, 163, 164, 165, 172 et 173 bornés en front par une rue projetée appelée Avenue Hillcrest et étant le N° 171 de ladite subdivision, et ledit lot N° 171 bornés en front par l'avenue Lakeview, sans bâtisses;

3. Lots Nos. 162, 163, 164, 165, 172 and 173, bounded in front by a projected street called Hillcrest Avenue and being No. 171 of said subdivision, and said lot No. 171 bounded in front by Lakeview Avenue, without buildings;

4° Les lots Nos 155, 156 et 182 sans bâtisses, le lot 182 étant une rue projetée appelée Lake-

4. Lots Nos 155, 156 and 182, without buildings, lot 182 being a projected street called Lakeview,

view, les trois lots ayant front sur le chemin Bord du Lac;

5° Les lots Nos 185, 186 et 187, formant un seul emplacement avec les bâtisses dessus érigées, et bornés en front par une rue projetée appelée Lakeview et étant le lot N° 182 de la même subdivision;

6° Partie du lot 37, de forme triangulaire, ayant environ 12.28 pieds de front sur l'avenue Hillside à l'est, ayant 47.54 pieds de profondeur dans la ligne Sud, bornée au Nord et à l'Ouest par le résidu dudit lot N° 37, propriété du gouvernement provincial, au sud par le lot N° 36, ayant une superficie d'environ 291.9 pieds, plus ou moins;

7° Le lot 36, moins une pointe triangulaire ayant 17.35 pieds de largeur à l'arrière dudit lot du côté ouest, borné au Sud et à l'est par le résidu du lot N° 36 et au Nord par le lot N° 37, cette dite lisière étant la propriété du gouvernement provincial;

8° Le lot N° 54, moins une lisière triangulaire de 9.2 pieds de largeur sur l'avenue Hillside du côté Ouest, bornés au Sud et à l'est par le résidu dudit lot N° 54, étant la propriété du gouvernement provincial;

9° Partie du lot N° 53, étant une lisière triangulaire de 15.75 pieds de largeur à l'arrière du dit lot du côté est, bornée au Sud par le lot 54, à l'est par le lot 106, au Nord et à l'ouest par le résidu du lot 58, la propriété du gouvernement provincial.

10° Partie du lot N° 106, ayant 40.70 pieds de largeur dans la ligne Est, 15.75 pieds de largeur à l'arrière dans la ligne Ouest bornée en front par l'avenue Hillcrest, au Sud par le lot 105, à l'ouest par partie du lot 53 et au Nord par le résidu dudit lot 106, propriété du gouvernement provincial;

11° Partie du lot N° 122, de forme triangulaire, ayant 3.70 pieds de largeur en front sur l'avenue Hillcrest et 30.21 pieds dans la ligne arrière, bornée au sud par le lot 123, à l'arrière par le lot originaire 51 et au Nord par le résidu du dit lot 122, propriété du gouvernement provincial;

12° Partie du lot N° 119 ayant 8.86 pieds de largeur, en front sur l'avenue Hillcrest et 35.37 pieds de largeur à l'arrière, bornée au sud par le lot 120, à l'est par le lot originaire 51, et au Nord par le résidu dudit lot 119, propriété du gouvernement provincial.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 22 octobre 1947.  
Le Shérif, L.-P. CAISSE.  
20467-43-2-o  
[Première insertion, 25 octobre 1947]

the three lots fronting on the Lakeside Road;

5. Lots Nos. 185, 186 and 187, forming one single emplacement with the buildings thereon erected, and bounded in front by a projected street called Lakeview and being lot No. 182 of the same subdivision;

6. Part of lot 37, of triangular figure, measuring about 12.28 feet in front on Hillside Avenue on the east, measuring 47.54 feet in depth in the south line, bounded on the north and west by the residue of lot No. 37, property of the Provincial Government, on the south by lot No. 36, having a superficial area of about 291.9 feet, more or less;

7. Lot 36, less a triangular point, measuring 17.35 feet in width in rear of said lot on the west side, bounded on the south and east by the residue of lot No. 36, and on the north by lot No. 37 this said strip being the property of the Provincial Government;

8. Lot No. 54, less a triangular strip of 9.2 feet in width on Hillside Avenue on the west side, bounded on the south and east by the residue of said lot No. 54, being the property of the Provincial Government;

9. Part of lot No. 53, being a triangular strip of 15.75 feet in width in rear of said lot on the east side, bounded on the south by lot 54, on the east by lot 106, on the north and west by the residue of lot 53, the property of the Provincial Government;

10. Part of lot No. 106, measuring 40.70 feet in width in the east line, 15.75 feet in width in rear in the west line, bounded in front by Hillcrest Avenue, on the south by lot 105, on the west by a part of lot 53 and on the north by the residue of said lot 106, property of the Provincial Government;

11. Part of lot No. 122, of triangular figure, measuring 3.70 feet in width in front on Hillcrest Avenue and 30.21 feet in the rear line, bounded on the south by lot 123 in rear by original lot 51 and on the north by the residue of said lot 122, property of the Provincial Government;

12. Part of lot No. 119, measuring 8.86 feet in width in front on Hillcrest Avenue and 35.37 feet in width in rear, bounded on the south by lot 120, on the east by original lot 51, and on the north by the residue of said lot 119, property of the Provincial Government.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of NOVEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, October 22, 1947.  
L.-P. CAISSE, Sheriff.  
20467-43-2  
[First insertion, October 25, 1947]

## Département du Travail

### ERRATUM

L'arrêté en conseil numéro 1771 du 29 octobre 1947, section "A", publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 novembre 1947, est corrigé de la façon suivante:

Les mots "de nuit et formant partie des équipes de nuit", sont ajoutés à la suite des mots "affectés au travail" apparaissant au bas de la page 2729.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, le 15 novembre 1947. 20585-B-X-o

## Department of Labour

### ERRATUM

Order in Council number 1771 of October 29, 1947, part "A", published in the *Quebec Official Gazette* of November 8, 1947, is corrected as follows:

In the French version, the words "de nuit et formant partie des équipes de nuit," are added after the words "affectés au travail" at the bottom of page 2729.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, November 15, 1947. 20585-B-X-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements. On demande:

1. Que les mots "sauf le village de Normandin" mentionnée à l'alinéa 2 du paragraphe "a" de l'article IV soient radiés.
2. Que les mots "sauf la municipalité de village de Normandin" mentionnée au premier alinéa du paragraphe "b" de l'article IV soient radiés

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.  
Québec, le 15 novembre 1947. 20606-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat patronal de l'Imprimerie de Québec, inc.,

et D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, inc.;

L'Union typographique de Québec, local numéro 302;

L'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec, local numéro 152;

L'Union des Relieurs, local numéro 152, Québec,

Le Syndicat Catholique des Imprimeurs de Rimouski et Rivière-du-Loup;

Le Syndicat Catholique des Ouvriers imprimeurs de la Beauce;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Un "contremaitre" est un compagnon, homme ou femme, qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, ou surveille les travaux; il peut travailler dans le métier;

b) Un "compagnon", en général, est une personne qui a complété l'apprentissage requis pour la branche du métier dans lequel elle est employée, et qui exécute ou enseigne l'un ou l'autre des métiers régis par le décret;

c) Un "compagnon sur presse à plateau" est un compagnon travaillant dans un atelier de la

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval, decree number 2684, of October 9, 1941, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments. It is requested:

1. That the words "with the exception of the village of Normandin", in paragraph 2 of subsection "a" of section IV, be deleted.

2. That the words "with the exception of the village municipality of Normandin", in the first paragraph of subsection "b" of section IV, be deleted.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 15, 1947. 20606-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat patronal de l'Imprimerie de Québec, inc.";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, inc.";

"L'Union typographique de Québec", Local No. 302;

"L'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec", Local No. 152;

"L'Union des Relieurs", Local No. 152, Québec;

"Le Syndicat Catholique des Imprimeurs de Rimouski et Rivière-du-Loup";

"Le Syndicat Catholique des Ouvriers imprimeurs de la Beauce";

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions*. For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the significance hereinafter given to them:

a) A "foreman" is a male or female journeyman who gives the employer's orders, divides the work, supervises its execution; he may do actual trade work.

b) A "journeyman", in general, is a person who has completed the apprenticeship required for his craft and who plies or teaches one of the trades governed by the decree.

c) A "journeyman on platen press" is a journeyman who works in an establishment of

classe "D" qui est en mesure d'établir devant le comité de compétence créé à cette fin par le Comité paritaire, qu'il peut produire tous les travaux qui doivent être faits sur une presse à plateau, (automatique ou margés à la main);

d) Un "apprenti" est une personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers régis par le présent décret, soit dans un atelier, soit dans une école d'arts graphiques reconnue comme telle par le Comité paritaire;

e) Un "aide" est un salarié inexpérimenté du sexe masculin, exécutant, dans un atelier, des travaux manuels reconnus comme ne faisant pas partie de l'apprentissage de l'un ou de l'autre des métiers régis par le décret;

f) Un "atelier" est un établissement où s'exécutent un ou tous les genres de travaux mentionnés au paragraphe "b", alinéa "1", de l'article II.

g) Le terme "comité de compétence" désigne le bureau d'examineurs créé en vertu de l'article 27 de la Loi.

II. *Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale:* La Jurisdiction territoriale du décret comprend les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, et les parties des districts des Trois-Rivières, de St-François et d'Arthabaska non assujettis au décret régissant l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal.

b) *Jurisdiction professionnelle:* Pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle comprend:

1. Toute personne employée à produire des imprimés ou travaux connexes, y compris les typographes, les linotypistes, les monotypistes, les pressiers, les clicheurs, les relieurs, les finisseurs, les régleurs, les coupeurs, les photographeurs, les lithographeurs, les électrotypistes, — qu'ils soient employés dans un atelier spécialisé, dans une entreprise privée, industrielle, d'enseignement ou école d'apprentissage utilisant des presses typographiques, des presses "offset", à l'aniline, photolithographiques ou lithographiques, y compris les impressions "à la soie" et les photogravures, dans un atelier d'institution religieuse, dans une entreprise commerciale ou dans tout autre établissement, et soit que telle opération constitue le commerce principal de telle entreprise, ou qu'elle soit secondaire à tout autre commerce ou moyen de subsistance. Le décret régit également les travaux exécutés sur des duplicateurs à stencils, genre mimeographe, des multigraphes et au moyen de tout autre procédé de reproduction graphique, quand ces appareils sont utilisés pour des fins commerciales ou de subsistance.

Aucun atelier ne doit être subdivisé en entreprises distinctes ou indépendantes l'une de l'autre;

Notwithstanding the decree number 4689 du 7 novembre 1945 relatif à l'industrie de la lithographie et indiquant une juridiction provinciale, le présent décret s'applique aux personnes travaillant à produire des impressions lithographiques et qui exercent leurs activités dans la juridiction territoriale mentionnée au paragraphe "a" du présent article.

2. Pour les fins d'application du décret, les départements suivants sont considérés comme branches distinctes du métier:

i. Tous les divers départements des journaux quotidiens astreints au présent décret;

ii. Pour tout autre établissement: composition, presses, réglage, photogravure, électrotypie, lithographie, photo-litho, reliure et tout autre procédé de reproduction graphique;

class "D" and is capable of proving to the Competency Committee formed for that purpose by the Parity Committee that he can perform all operations required on a platen press (whether automatic or hand fed).

d) An "apprentice" is a person who learns one of the trades governed by the present decree, whether in a shop or in a graphic art school recognized by the Parity Committee.

e) A "helper" is an unexperienced male employee committed, in a shop, to manual operations not included in the apprenticeship of anyone of the trades governed by the decree.

f) A "shop" is an establishment where one or all of the operations mentioned in subsection "b", paragraph "1", of section II are performed.

g) The term "Competency Committee" designates the Board of Examinators formed in virtue of article 27 of the Act.

II. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the judicial districts of Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé and those parts in the districts of Three Rivers, St. François and Arthabaska not subject to the decree governing the printing industry in the Montreal district.

b) *Professional jurisdiction:* For the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction comprises:

1. All male and female persons committed to the production of printed matters or to operations connected therewith including typographers, linotypists, monotypists, pressmen, stereotypers, bookbinders, finishers, rulers, cutters, photo-engravers, litho-engravers, electrotypers, whether they be employed in a trade plant, in a private or industrial enterprise or in a school for learners or apprentices using typographic, offset, aniline, photo-lithographic and lithographic presses, including silk impressions and photogravures, in a religious institution's shop, in a commercial enterprise or in any other establishment and whether such operation constitute the main trade of such enterprise or an accessory to any other trade or means of subsistence. The decree shall also govern operations performed on stencil duplicators (mimeograph) multigraphers and by means of any other graphic reproduction process when such devices are used for commercial or subsistence purposes.

No establishment or shop may be subdivided into distinct or independent enterprises.

Notwithstanding the decree number 4689 of November 7th, 1945, relating to the lithographic industry and indicating a provincial jurisdiction, the present decree applies to persons working to the production of lithographical printing and carrying on their trade within the territorial jurisdiction determined by subsection "a" of the present section.

2. For the purposes of enforcement of the decree, the following departments are considered as distinct branches of the trade:

i. All departments of the daily newspapers subject to this decree;

ii. For any other establishment: composition, presses, ruling, photogravure, electrotyping, lithography, photo-litho, bookbinding and any other graphic reproduction process.

3. La proportion du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons s'applique de la façon prévue aux articles VIII et IX.

4. Toutefois, pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle ne comprend pas les employés suivants:

i. Les chefs de bureau, les commis, les employés préposés à l'entretien du bâtiment, les préposés aux ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les mécaniciens, les électriciens, les préposés aux machines à adresser, les chauffeurs, les messagers, et les autres salariés qui ne sont pas employés à des travaux d'imprimerie, de réglage, de reliure, de photogravure, d'électrotypie, de coupage, de photo-litho, de lithographie ou à tout autre procédé d'art graphique.

ii. Les salariés travaillant régulièrement à la publication du journal d'un établissement qui, par un contrat d'union assure auxdits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du décret.

iii. Les graveurs sur cuivre, à la main, qui ne travaillent pas dans un atelier de photogravure.

III. *Classification*: Les ateliers assujettis au décret sont divisés en cinq classes, pour les fins de tarification des salaires et de la durée du travail:

1. *Classe "A"*: La classe "A" comprend tous les ateliers qui utilisent une ou plusieurs presses rotatives à multiples cylindres d'impression, pour quel que fin que ce soit, ainsi que les ateliers de photogravure, d'électrotypie, à l'exception des manufactures de sacs en papier.

2. *Classe "B"*: La classe "B" comprend tous les ateliers qui utilisent:

a) Un cylindre et trois presses automatiques ou

b) Deux cylindres et deux presses automatiques ou

c) Trois cylindres et une presse automatique ou

d) Quatre cylindres et plus, ainsi que les manufactures de sacs en papier.

3. *Classe "C"*: La classe "C" comprend tous les ateliers possédant deux presses cylindriques (ou plus) ou une machine à composer (ou plus) ou un cylindre lorsqu'employant sept employés (ou plus) de sexe masculin, ou encore toute industrie comptant sept employés (ou plus) de sexe masculin, sans tenir compte de l'outillage ainsi que les ateliers de lithographie, d'offset, de photo-litho, de réglage et de reliure non spécifiquement mentionnés dans les classes "A", "B" et "E" ainsi que les départements d'imprimerie de l'industrie de la boîte en carton.

4. *Classe "D"*: La classe "D" comprend tous les ateliers qui ne sont pas compris dans les autres catégories.

5. *Classe "E"*: La classe "E" comprend tous les ateliers qui s'occupent exclusivement de travaux de reliure.

IV. *Durée du travail*: a) Le jour, les heures de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et entre 7.00 a.m. et midi, le samedi.

Quarante-cinq (45) heures, au maximum, ainsi réparties dans les six (6) jours, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des classes "A", "B", "C", et "E"; quarante-huit (48) heures pour les ateliers de la classe "D" ainsi que pour les manufactures de sacs en papier et de boîtes en carton.

Tout travail exécuté par un employé régulier ou supernuméraire en dehors des heures susdites

3. The proportion of the number of apprentices in regard to that of journeymen shall apply as determined by sections VIII and IX.

4. However, for the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction shall neither designate nor include the following employees:

i. The office executives, the clerks, the building maintenance men, the elevator operators the cleaners, the shippers, the mechanics, the electricians, the addressograph operators, the firemen, the messengers and the other wage-earners who are not working in the production of printed matters, ruling, bookbinding work, photogravure, electrotyping, cutting, photolitho, lithography or in any other graphic art process.

ii. Workers employed regularly in the publication of the newspaper of an establishment which, under a union contract, guarantees to the said workers working conditions and wages better than those of the decree.

iii. Hand engravers on copper who do not work in a photogravure shop.

III. *Classification*: The establishments governed by the decree are divided into five (5) classes for the purpose of rating the wages and the duration of labour:

1. *Class "A"*: Class "A" includes all establishments operating one or more rotary, multi-cylinder printing presses, for what purpose soever, as well as photogravure and electrotyping establishments with the exception of paper bag factories.

2. *Class "B"*: Class "B" includes all establishments operating:

a) One cylinder and three automatic presses, or

b) Two cylinders and two automatic presses, or

c) Three cylinders and one automatic press, or

d) Four cylinders or more, and paper bag factories.

3. *Class "C"*: Class "C" includes all establishments operating two cylinder presses (or more) or one composing machine (or more) or one cylinder when employing seven male employees (or more), or any establishment employing seven or more male employees irrespective of the equipment, as well as lithography, offset, photolitho, ruling and bookbinding establishments not specifically mentioned in classes "A", "B" and "E", and the printing departments of paper box manufacturing concerns.

4. *Class "D"*: Class "D" includes all the establishments not comprised in the other categories.

5. *Class "E"*: Class "E" includes all establishments engaged exclusively in bookbinding operations.

IV. *Duration of labour*. a) During the day, the working hours are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., for the first five (5) working days of the week and between 7.00 a.m. and noon, on Saturday.

Forty-five (45) hours so distributed in six (6) days will constitute a regular working week for the establishments of classes "A", "B", "C" and "E"; forty-eight (48) hours for class "D" and for paper bag and paper box factories.

Work performed by a regular or supernumerary employee in excess of the hours above mentioned

ou excédant, au cours d'une même journée ou d'une même nuit neuf heures, est considéré comme du travail supplémentaire, excepté tel que prévu au paragraphe "b" de l'article VI.

b) Pour les équipes de nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Quarante-deux (42) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit, sauf pour les districts ruraux mentionnés au paragraphe "b" de l'article X. La durée maximum d'une nuit de travail est de neuf (9) heures. Tout travail exécuté avant et après les heures régulières par un salarié régulier ou surnuméraire, doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire excepté tel que prévu au paragraphe "b" de l'article VI.

c) Tout travail exécuté entre midi et minuit le samedi doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire.

V. Taux de salaire minima: Les taux de salaire minima sont les suivants:

Classe "A":	L'heure
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses .....	\$1.00
Finisseur-doreur en reliure .....	1.00
Pressier et clicheur .....	.97
Relieur .....	.92
Photographe et opérateur de caméra ..	.92
Aide: 1ère année .....	.28
2ème année .....	.32

Classe "B":	L'heure
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses .....	\$0.95
Finisseur-doreur en reliure .....	.95
Pressier et clicheurs .....	.93
Relieur .....	.89
Aide: 1ère année .....	.28
2ème année .....	.32

Classe "C":	L'heure
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses .....	\$0.90
Finisseur-doreur et reliure .....	.90
Pressier et clicheur .....	.88
Relieur .....	.85
Aide: 1ère année .....	.28
2ème année .....	.32

Classe "D":	L'heure
Pressier sur cylindre .....	\$0.75
Pressier sur plateau .....	.67
Typographe .....	.67

Classe "E":	L'heure
Relieur .....	\$0.83
Finisseur-doreur en reliure .....	.86

b) Travail de nuit: Tous les compagnons travaillant sur l'équipe de nuit doivent recevoir \$2.00 de plus par semaine que le salaire régulier des employés travaillant le jour.

c) Contremaîtres: Les salaires des contremaîtres, dans un atelier doivent être d'au moins \$4.00 de plus par semaine que ceux des compagnons dans les classes "A", "B" et "C" et de \$3.00 dans les autres classes, et lesdits contremaîtres sont soumis aux mêmes heures et aux mêmes conditions de travail que les compagnons.

d) Apprentis: Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants, basés sur leur certificat de qualification.

	Par semaine
1ère année .....	\$12.00
2ème année .....	14.00

or of nine (9) hours during a same day or night, will be considered as overtime work, except as provided in section VI, subsection "b".

b) For night shifts, the working hours are distributed between the regular finishing and starting hours of the day shift and forty-two (42) hours, at the maximum, will constitute a regular night working week, except for rural districts mentioned in subsection "b" of section X. The maximum duration of night work is nine (9) hours. Any work performed before or after the regular hours by a regular or supernumerary employee is paid the overtime rates, except as stipulated in section VI, subsection "b".

c) Work performed between midday and 12.00 p.m. on Saturday shall be paid the overtime rates.

V. Wage rates. The minimum wage rates for day work are the following:

Classe "A":	Per hour
Typographer, keyboard and caster operators .....	\$1.00
Bookbinding finisher-gilder .....	1.00
Pressman and stereotyper .....	0.97
Bookbinder .....	0.92
Photo-engraver and camera operator ..	0.92
Helper: 1st year .....	0.28
2nd year .....	0.32

Classe "B":	Per hour
Typographer, keyboard and caster operators .....	0.95
Bookbinding finisher-gilder .....	0.95
Pressman and stereotyper .....	0.93
Bookbinder .....	0.89
Helper: 1st year .....	0.28
2nd year .....	0.32

Classe "C":	Per hour
Typographer, keyboard and caster operators .....	0.90
Bookbinding finisher-gilder .....	0.90
Pressman and stereotyper .....	0.88
Bookbinder .....	0.85
Helper: 1st year .....	0.28
2nd year .....	0.32

Classe "D":	Per hour
Pressman on cylinder .....	0.75
Pressman on platen press .....	0.67
Typographer .....	0.67

Classe "E":	Per hour
Bookbinder .....	0.83
Bookbinding finisher-gilder .....	0.86

b) Night shift: Journeymen on night shifts shall receive \$2.00 more per week than the regular rates established for day workers.

c) Foremen: Wage rates for foremen in a shop shall be at least four (\$4.00) dollars more per week than those of journeymen in classe "A", "B" and "C", and three (\$3.00) dollars more in the other classes, and said foremen will be subject to the same hours and working conditions as those of journeymen.

d) Apprentices: Apprentices shall receive the following minimum wages based on their competency card:

	Per week
1st year .....	\$12.00
2nd year .....	14.00

3ème année . . . . .	16.00	3rd year . . . . .	16.00
4ème année . . . . .	18.00	4th year . . . . .	18.00
5ème année, premier semestre . . . . .	21.00	5th year, first six months . . . . .	21.00
5ème année, deuxième semestre . . . . .	24.00	5th year, second six months . . . . .	24.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire.  
 e) Les aides sur fondeuses doivent recevoir le salaire prévu pour les apprentis jusqu'à concurrence de la quatrième année inclusivement. Après quatre (4) années de service, ils doivent recevoir une augmentation de dix pour cent (10%) par année jusqu'à ce qu'ils atteignent le salaire de compagnon; cette augmentation de dix pour cent (10%) doit être ajoutée au salaire hebdomadaire du salarié. Il n'est pas permis d'employer un aide-fondeur avant d'avoir au moins un (1) compagnon opérateur de fondeuse (casterman) au travail. Le nombre d'apprentis dans les autres départements ne sera pas réduit par le nombre d'aides sur fondeuses.

These wages are payable on the hourly basis.  
 e) Castermen's helpers shall receive the wages stipulated for the apprentices up to the rate fixed for the fourth year inclusive. After four (4) years, their wages shall be increased by ten per cent (10%) every year until they attain those established for journeymen. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the employee. No casterman's helper will be employed unless a minimum of one (1) journeyman casterman be at work. The number of apprentices in other departments will not be affected by the number of castermen's helpers,

f) *Travail de nuit des apprentis:* Les apprentis qui détiennent des certificats de qualification de première, deuxième et troisième année inclusivement, travaillant de nuit, doivent recevoir \$1.00 de plus par semaine, et ceux de quatrième et cinquième année exécutant le même travail doivent recevoir \$2.00 de plus par semaine.

f) *Night work of apprentices:* Apprentices holding competency cards for the first, second and third years inclusively and doing night work shall receive one (\$1.00) dollar more per week and those of the fourth and fifth years shall receive two (\$2.00) dollars more per week.

g) Les filles du département de reliure doivent recevoir:

g) Bookbinding female employees shall receive:

	Par semaine		Per week
1ère année, 1er semestre . . . . .	\$9.00	1st year, first six months . . . . .	\$ 9.00
1ère année, 2ème semestre . . . . .	10.00	1st year, second six months . . . . .	10.00
2ème année, 1er semestre . . . . .	12.00	2nd year, first six months . . . . .	12.00
2ème année, 2ème semestre . . . . .	13.00	2nd year, second six months . . . . .	13.00
3ème année, 1er semestre . . . . .	14.00	3rd year, first six months . . . . .	14.00
3ème année, 2ème semestre . . . . .	16.00	3rd year, second six months . . . . .	16.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

These wages are payable on the hourly basis.

VI. *Travail supplémentaire:* a) Les heures de travail supplémentaires doivent être rémunérées au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans les cas sous-mentionnés.

VI. *Overtime work:* a) The overtime working hours shall be paid time and one half with regard to the regular rates, except in the following cases.

b) Aucun employeur n'a le droit d'exiger qu'un salarié ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire, sauf si ledit salarié, dans les classes "D" et "E" n'a pas travaillé 24 heures au cours de la semaine normale de travail précédente. Dans ce cas, le travail supplémentaire d'une journée ne doit pas excéder quatre (4) heures et doit être rémunéré au taux simple.

b) No employer will have the right to exact that an employee have worked a complete day or week of labour to pay him to overtime rate, except when the said employee, in classes "D" and "E" has not worked 24 hours in the course of the preceding standard week of work. In such case, overtime work in one day shall not exceed four (4) hours and will be paid single rate.

Toutefois, le salarié peut recevoir une rémunération basée sur son salaire régulier, pour le travail supplémentaire qu'il exécute, s'il bénéficie d'un engagement annuel écrit lui assurant un salaire hebdomadaire supérieur à celui prévu au décret pour la semaine normale de travail, et s'il bénéficie, en plus, de congés payés, du paiement de son salaire en cas d'absence pour cause de maladie, soit, en ce dernier cas, de quinze (15) jours par année.

However, for overtime work, the worker may be paid on the basis of his regular rate in the case of an annual written employment contract with his employer by which he is assured of weekly wages higher than the weekly rate established by the decree for the normal week of labour and if he is entitled to a vacation with pay, and to the payment of his wages in the case of absence on account of sickness to the extent of fifteen (15) days per year.

c) Le salaire double doit être payé pour tout travail exécuté le dimanche, le jour de Noël, le Premier de l'An, la fête de St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération (1er juillet) et la fête du Travail.

c) Double time shall be paid for work performed on Sunday, Christmas Day, New Year's Day, Dominion Day (July 1st), St. John the Baptist's Day and Labour Day.

Toutefois, les ateliers d'imprimerie et de reliure de la classe "A" et les ateliers des classes "B", "C", "D" et "E" ont le choix de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

However, printing and bookbinding establishments of class "A" and establishments of classes "B", "C", "D" and "E" may operate either on St. John the Baptist's or Dominion Day.

d) La période de travail pour laquelle le salarié a droit au salaire comprend, outre les heures ou fractions d'heures, où, en fait, il travaille, celles aussi durant lesquelles il est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on l'emploie. Cette règle s'applique quel que soit le mode de travail, soit à l'heure ou autrement. Toutefois, le temps mis à la dispo-

d) The time for which the employee is entitled to a remuneration includes, besides the hours or fractions of hours during which he is actually working, the time during which he is at the disposal of the employer and required to be present or waiting to be put to work, after a call. This clause applies whether the work be performed by the hour or otherwise. However, time off given the employee for his meals or

sition de l'employé pour prendre ses repas ou durant lequel il est bien entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté dans ses heures de travail.

e) Tout salarié appelé, après avoir quitté l'atelier, pour exécuter du travail régulier ou supplémentaire, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins (3) trois heures de travail.

VII. *Vacances payées*: a) Tout salarié régi par le décret a droit:

i. après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours; et

ii. s'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé, d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

b) *Services continus*: La durée des services continus doit s'étendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

c) *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé, à une rémunération équivalente:

i. s'il est engagé et payé à la semaine ou pour une plus longue période, au salaire auquel il aurait droit s'il travaillait pendant les jours de travail de sa période de congé;

ii. s'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de service lui donnant droit à un tel congé.

d) *Echange de la rémunération*: Avant le départ du salarié visé par les paragraphes "a" et "b" l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

e) *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis.

f) *Fixation de la période de congé*: Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé.

g) *Congé obligatoire*: Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé prescrit par le décret.

h) *Fêtes payées*: Lorsque chômées et ouvrables, seront payées au taux des heures régulières de travail, le Premier de l'An, l'Épiphanie, la St-Jean-Baptiste ou la Confédération, la Fête du Travail et Noël:

VIII. *Apprentissage*: a) Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir seize (16) ans révolus. La durée de l'apprentissage est déterminée par le comité de compétence et se termine avec l'émission d'une carte de compagnon, après que l'apprenti a obtenu avec succès ses certificats de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième année — sauf tel que prévu au paragraphe "f" du présent article.

b) Dans le cours du premier mois de l'entrée en fonction d'un apprenti, l'employeur ou ses maîtres ou professeurs doivent avertir, par écrit, le secrétaire du Comité Paritaire de telle entrée en fonction et l'apprenti doit se présenter devant le comité de compétence afin de démontrer ses aptitudes pour telle branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre.

that during which it is well understood that his services are not needed is not computed on his working time.

e) Any employee called, after he has left the shop, to perform regular or extra work, shall receive a minimum of three (3) hours' pay

VII. *Vacation with pay*. a) Every employee governed by the decree is entitled:

i. after one year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least seven days, and

ii. when he has less than one year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least as many half-days as there are calendar months of continuous service for his employer.

b) *Continuous service*. The duration of continuous service shall extend from the period during which the employee is bound by a labour contract with his employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without annulment thereof.

The duration of continuous service should not be considered as being interrupted specially in cases of illness, when the contract has not been annulled, of days of closing, of annual vacation periods, of terms of notice, of authorized absences, if, during these days, the employee has not done remunerated work.

c) *Remuneration*. The employee is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent:

i. if employed and paid by the week or a longer period, to the wages which he would have received if he had been working during his vacation period;

ii. if paid on another basis, to two per cent (2%) of the wages earned during the period of service which entitles him to such vacation.

d) *Payment of vacation remuneration*. The employees referred to in subsections "a" and "b" hereof shall be given their vacation pay by their employer before they leave for said vacation.

e) *Period of vacation*. Every vacation shall be given within the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired.

f) *Setting of vacation period*. Every employee shall know of the period of his vacation at least fifteen (15) days in advance.

g) *Compulsory vacation*. No employer may replace by a compensating bonus the annual vacation with pay prescribed by the decree.

h) *Days kept as holidays*. When the following days fall in a vacation period and happen to be worked by the establishment, they shall be paid to the employee on his vacation, at the rate of the regular hours of work: New Year's Day, Epiphany Day, St. Jean Baptiste Day or Dominion Day, Labour Day and Christmas Day.

VIII. *Apprenticeship*. a) Any apprentice beginning to learn his trade should be at least 16 years old. The duration of the apprenticeship will be determined by the Competence Committee and will end with the issue of a journeyman's card after the apprentice has obtained his first, second, third, fourth and fifth year card, except as provided in subsection "f" of this section.

b) In the course of the first month after the entering into service of an apprentice, the employer or his teachers should give a written notice thereof to the secretary of the Joint Committee, and the apprentice should call upon the Competence Committee in order to determine his qualifications for such section of the printing trade he wishes to learn.

Si nécessaire, la production d'un certificat médical peut être exigée. Si le futur apprenti est jugé apte physiquement et intellectuellement et a obtenu le degré d'instruction exigé dans la branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre, le tout conformément aux dispositions énumérées ci-après, il est *ipso facto* accepté. Mais s'il ne réussit pas à passer son examen de manière satisfaisante, on lui conseillera de se diriger vers un champ d'action mieux approprié à ses aptitudes et l'employeur ou ses maîtres ou professeurs en seront avertis aussitôt.

c) Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. Il n'y aura du travail supplémentaire par les apprentis dans un atelier que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis, telle qu'établie dans le décret, est observée.

d) Les employés de sexe féminin qui apprennent et exercent un des métiers régis par le décret, généralement exercés par des hommes, sont soumis aux mêmes conditions de travail et aux mêmes taux de salaire que les hommes.

e) L'expérience des salariés est déterminée par le comité de compétence. Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit 45 heures pour une semaine et 50 semaines (2250 heures), seront nominalement considérées comme une année. En aucun temps le nombre d'heures ne doit être un facteur exclusif dans la promotion d'un salarié d'une année à l'autre ou au titre de compagnon. Aucun apprenti ne sera promu au titre de compagnon avant d'avoir satisfait aux deux conditions ci-haut mentionnées.

Pour les apprentis monotypistes et linotypistes, la compétence s'évalue à l'aptitude de chacun à composer et corriger, sur une machine normalement entretenue et dans des conditions normales, un minimum de 3,500 ems de texte courant à l'heure en moyenne.

f) Toutefois, au terme de son apprentissage, l'apprenti de quelques départements que ce soit qui n'est pas suffisamment qualifié pour obtenir son certificat de compagnon doit recevoir une augmentation de pas moins de dix pour cent (10%) pour chaque période additionnelle de pas moins de six mois et de pas plus d'une année, à la discrétion du comité de compétence, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation de 10% est ajoutée au salaire hebdomadaire de l'apprenti. Cependant tel salarié, s'il travaille dans le département des presses, ne compte pas dans le prorata des apprentis à partir de la date où il atteint son quatrième 10% d'augmentation jusqu'à ce qu'il se qualifie comme compagnon. Dans les autres départements, cependant, les ouvriers qui travaillent d'après cette clause du 10% comptent comme apprentis dans le prorata.

Dans les ateliers de la classe "D" qui possèdent un cylindre de quelque format que ce soit, le compagnon sur presse à plateau peut travailler sur ce cylindre et bénéficier d'une augmentation de 10% annuellement jusqu'à ce qu'il ait atteint le salaire prévu pour un compagnon pressier pour cette catégorie. Le compagnon sur presse à plateau compte comme compagnon dans le prorata, qu'il travaille ou non sur le cylindre en vertu de cette clause.

g) Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la loi de l'assistance publique (S.R.Q. 1941, chapitre 187).

IX. Nombre d'apprentis: a) Dans les ateliers de composition et de reliure, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par trois compagnons employés régulièrement ou fraction de ce nombre.

If necessary, a medical certificate may be required. If the candidate is found physically and intellectually qualified and has obtained the degree of instruction required in the section of the printing trade he wants to learn, in conformity with the provisions herein after mentioned, he shall be accepted *ipso facto*. But if he does not succeed in his examination, he will be suggested to choose a more suitable occupation, and his employer or teacher will be so informed immediately.

e) The duration of labour for apprentices will be the same as that established for journeymen. Overtime work may be performed by apprentices in a shop only if the proportion of the number of apprentices with regard to that of journeymen, as established in the decree, is observed in the shop.

d) Female employees learning and plying one of the trades governed by the decree generally performed by men will be subject to the same labour and wage conditions as those of male employees.

e) The experience of the employees is determined by the Competence Committee. The number of hours actually worked, that is: 45 hours for one week, and 50 weeks (2250 hours), will be nominally considered as one year. In no time should the number of hours be an exclusive factor in the promotion of a worker from one year to another or to the journeyman's rank. No apprentice may be promoted to the journeyman's rank before he has complied with the above two conditions.

In the case of the apprentice-linotypist and monotypist, the competency is estimated by his ability to compose and correct, on a machine in good repair, and in normal conditions, a minimum of 3,500 ems of current text per hour in average.

f) However at the expiration of his apprenticeship, the apprentice, in any department whatsoever, not sufficiently qualified to obtain his certificate as journeyman, shall receive a minimum increase of 10% for each additional period of from six to one year, at the option of the Competence Committee, until the journeyman's rate is attained. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the apprentice. However, such employee, when working in the press department will not be taken into account in the prorata of the apprentices from the date on which he gets his fourth 10% increase until he qualifies as journeyman. In the other departments, however, those working under that 10% clause will be considered as apprentices in the prorata.

In the establishments of class "D" operating a cylinder of any size whatever, the journeyman on a platen press may work on this cylinder and benefit by an annual 10% increase to the extent of the wage rate established for the journeyman pressman of that category. The journeyman on a platen press will be considered as journeyman in the prorata, whether working on the cylinder under this clause or not.

g) This section does not apply to persons under sixteen years of age in a public relief institution subject to the Quebec Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187).

IX. Number of apprentices. a) In composition and bookbinding establishments, there shall not be more than one apprentice to three (3) journeymen employed regularly or fraction thereof.

b) Dans les départements de presse, de clicherie et dans les ateliers de photogravure, d'électrotypie et d'offset, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre. Les aides et les apprentis sujets au paragraphe "f" de l'article VIII n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis d'un atelier.

c) Le nombre des filles de reliure n'ayant pas trois (3) ans d'expérience ne doit pas dépasser les deux tiers du nombre total des salariés de cette catégorie. Toutefois, tout atelier qui, à cause de pénurie de main-d'œuvre, ne pourra se conformer à cette clause, devra référer son cas au Comité paritaire.

d) Toutefois, les ateliers comptant moins de dix (10) salariés, compagnons et apprentis compris, exception faite des jeunes filles de reliure, bénéficient des conditions suivantes: un compagnon, un apprenti, deux, trois, quatre (2, 3, 4) compagnons, deux (2) apprentis; cinq, six (5, 6) compagnons, trois (3) apprentis. Les apprentis peuvent être soit typographes, pressiers ou releurs, c'est-à-dire que le pro-rata s'établit sur l'ensemble des salariés et non sur chaque département, comme il est mentionné plus haut.

e) Pour la durée de la guerre seulement, il est loisible à l'employeur d'ajouter un apprenti par atelier au pro-rata ci-dessus et ce pour les classes "B", "C", "D" et "E" seulement.

Avant de revenir au pro-rata normal des apprentis mentionné aux paragraphes "a" et "b" du présent article, les employeurs qui se sont prévalus de la présente clause ont la latitude de garder ledit apprenti supplémentaire, même la guerre terminée, jusqu'à ce qu'il devienne compagnon, et s'il y a promotion ou départ le pro-rata redeviendra normal.

) Dans les ateliers où il y a deux (2) compagnons ou moins, ceux-ci peuvent travailler dans les différents métiers. Les apprentis sont sujets aux mêmes dispositions du paragraphe "d" du présent article.

g) Les compagnons et les apprentis typographes, porteurs d'une carte de cinquième année, ont le droit d'exécuter du travail productif sur les machines à composer.

h) Tous les certificats de qualification sont attribués par le comité de compétence et non autrement.

i) Les maîtres-imprimeurs, les surintendants et les contremaîtres travaillant au moins vingt-quatre (24) heures par semaine dans un des métiers régis par le décret sont considérés comme des compagnons dans la fixation du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons.

Cependant, pour les ateliers de la classe "D" les maîtres-imprimeurs travaillant douze (12) heures ou plus par semaine dans l'un de ces métiers sont considérés comme compagnons.

j) Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (S.R.Q., 1941, Ch. 187).

X. *Dispositions spéciales:* a) Notwithstanding les dispositions du décret, dans les ateliers où le nombre des heures de travail régulières formant une semaine normale est inférieur à celui des heures stipulées aux paragraphes "a" et "b" de l'article IV et où la cédule normale des salaires est actuellement plus élevée que le minimum fixé par le décret, ladite semaine normale de travail doit être maintenue et ladite cédule des salaires plus élevée doit continuer à s'appliquer à tous les employés actuels de tels ateliers durant l'existence du décret.

b) In press or stereotyping department, and in photogravure, electrotyping and offset establishments, there shall not be more than one (1) apprentice to each two (2) journeymen or fraction thereof.

Helpers and apprentices subject to section VIII, subsection "f" are not taken into account for the determining of the number of apprentices in a shop.

c) As for girls in the bookbinding department, the number of those having less than three (3) years of experience shall not exceed the two thirds of the total number of the employes in this category. However, establishments unable to abide by this clause on account of labour shortage submit their case to the Parity Committee.

d) However, establishments with less than ten (10) workers, journeymen and apprentices included, with the exception of book-binding girls, will benefit by the following proportion of apprentices; one journeyman, one apprentice; two, three, four journeymen, two apprentices; five, six journeymen, three apprentices. Apprentices may be typographers, pressmen or bookbinders meaning that the *pro-rata* will be taken upon the total number of workers and not upon each department, as above.

e) For the duration of the war only, the employer may employ one more apprentice per shop, according to the above *pro-rata*, but in classes "B", "C", "D" and "E" only.

Before returning to the normal *pro-rata* of the apprentices mentioned in subsections "a" and "b" of the present section, the employers who availed themselves of the present clause may keep the said supernumerary apprentice, in spite of the fact that the war is over, until he become journeyman; in the case of a promotion or a departure, the *pro-rata* is to become normal again.

f) In establishments where two (2) journeymen or less are working, these journeymen may work in the various trades. As for apprentices, the conditions of subsection "d" hereof shall apply.

g) Apprentice and journeyman typographers holding a fifth year card may do productive work on composing machines.

h) All competency cards are issued by the Competency Committee only.

i) Master-printers, superintendents and foremen working a minimum of twenty-four (24) hours per week in one of the trades governed by the decree are considered as journeymen for the establishing of the *pro-rata* of the number of apprentices with respect to that of journeymen.

However, for the establishments of class "D", the master-printers working 12 hours or more per week in one of these trades are considered as journeymen.

j) This section does not apply to persons under 16 years of age in a public relief institution governed by the Quebec Public Charities Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 187).

X. *Special provisions:* a) Notwithstanding the provisions of the decree, in the establishments where the regular hours constituting a normal working week are fewer than those given in section IV, "a" and "b" and where the normal wage schedule is actually higher than the minimum established by the decree, the said normal working week shall be maintained and the said higher wage schedule shall continue to apply to all actual employees of such establishments until the expiration of the decree.

b) *Districts ruraux*: Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec la cédulo des salaires établis à l'article V, peut, toutefois, être réduite de dix pour cent (10%) et le travail supplémentaire être rénuméré au taux de salaire et demi. La semaine régulière de travail est de quarante-huit (48) heures le jour et de quarante-cinq (45) heures la nuit.

c) Aucun travail à la pièce ne doit être exécuté dans un atelier, excepté tel que prévu pour les gravures à la main sur cuivre, à l'item "iii" de l'alinéa "4" du paragraphe "b" de l'article II.

d) Tout travail à domicile est interdit. Aucun employeur n'a le droit de donner à qui que ce soit, du travail à être exécuté à la maison; un salarié ne peut accepter un tel travail.

XI. Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés viennent en usage pendant la durée du décret, la cédulo des salaires et les conditions applicables à ces machines ou à ces procédés seront déterminées par un amendement au décret, le tout sujet à l'approbation du Lieutenant-gouverneur en conseil.

XII. *Gîte et couvert*.— Lorsque, suivant une convention entre l'employeur et le salarié, le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, celui-ci ne peut déduire plus que les prix suivants du salaire du salarié:

<i>Par repas</i>	<i>Pour repas de la semaine (20 repas)</i>	<i>Pour le logement par jour</i>			
\$0.20	\$4.00	\$0.25			
<i>Pour le logement par semaine</i>	<i>Logement et pension par semaine</i>	<i>Logement et pension par mois</i>			
\$1.50	\$5.00	\$20.00			

XIII. *Paiement des salaires*. Les salaires doivent être payés en argent chaque semaine dans tous les établissements assujettis au décret.

Ce salaire doit être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro de matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux de salaire à l'heure, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialee par la personne qui a fait la paye.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau Comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XV. *Durée du décret*. Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 15 octobre 1948. Après cette date, il se renouvelle d'année en année à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne un avis écrit à l'autre partie, et au Ministre du Travail, de son intention de l'amender ou de l'abroger, dans un délai de pas plus de soixante jours et de pas moins de trente jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-

b) *Rural district*: For judicial districts other than that of Québec the wages scale established by section V may be reduced by ten per cent (10%) and overtime work shall be paid at the rate of time and one half. Forty-eight (48) working hours constitute a day-working week and forty-five (45) a night-working week.

c) No piece work will be performed in any shop except as provided for hand engravers on copper in item iii, paragraph "4", subsection "b", section II.

d) Home work is prohibited. No employer will have the right of giving to anyone work to be done at home; likewise, an employce must not accept such work.

XI. If new machines or new processes come in use during the existence of the decree, the scale of wages and the conditions applying to those machines or processes will be determined by an amendment to the decree, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

XII. *Board and lodging*: When, after agreement between the employer and the employee, lodging or board or both are provided by the employer, the latter may not reduce more than the following rates from the wages earned:

<i>Per meal</i>	<i>Meals of the week (20 meals)</i>	<i>For lodging per day</i>
\$0.20	\$4.00	\$0.25
<i>Lodging per week</i>	<i>Board and lodging per week</i>	<i>Board and lodging per month</i>
\$1.50	\$5.00	\$20.00

XIII. *Payment of wages*: Wages shall be paid every week, in cash, in all establishments governed by the present decree.

The pay shall be given to each employee in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number; the date of the week of labour, the number of hours worked, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope which shall be initialed by the pay clerk.

XIV. Upon the coming into force of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement remains in office and supervises the carrying out of the present agreement until a new Parity Committee be formed. Such new Parity Committee, when formed, will succeed to and be vested with all the assets and rights of the former Committee and will assume all the liabilities of the former Parity Committee under the said former decree.

XV. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until October 15, 1948. It then renews itself from year to year unless either contracting party notify the other, in writing, of its intention to have it amended or repealed not more than sixty (60) days nor less than thirty before the expiration of the original term or before the expiration of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall

vra des objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 15 novembre 1947. 20630-0

receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 15, 1947. 20630-0

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 46

### ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Gravel vs Lessard. ....	2768
Lafontaine vs Roy. ....	2768

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1801 — Concernant la Loi de l'impôt sur les corporations. ....	2768
1884 — Industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la Province. ....	2769

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2763

### AVIS DIVERS:

Algro Girls' Wear Co. (Distribution de l'actif). ....	2779
Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond et District (Formation). ....	2780
Association des Propriétaires de Taxi de St-Jérôme (Formation). ....	2777
Commission scolaire de Rouyn (Tirage d'obligations). ....	2778
L'Abeille (Fondation). ....	2780
L'Association des Distributeurs d'Huile à Chauffage, Incorporés de Montréal-Fuel Oil Distributors of Montreal, Incorporated (Formation). ....	2778
L'Association des Employés de Maxime Footwear Company Limited (Formation). ....	2780
Le Syndicat de l'U.C.C. de Grondines (Formation). ....	2779
Le Syndicat National des Employés de la Shawinigan Foundries Limited — Shawinigan (Formation). ....	2779
Syndicat Coopératif d'Ecurie de St-Léonard (Fondation). ....	2778
Syndicat Local des Employés de l'Abattoir de Princeville (Formation). ....	2779
Syndicat National des Employés de Back River Power Co. (Formation). ....	2777
The Employees Association of Elmhurst Dairy Limited (Formation). ....	2779
The Shawinigan Water & Power Company (Construction d'un hydro-électrique). ....	2777
Union des Employés Municipaux de Ste-Agathe des Monts (Formation). ....	2778

### BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session. ....	2780
--	------

### CHARTES — ABANDON DE:

Atlas Roll Leaf Corporation (Canada). ....	2780
General Stevedoring Company of Canada Limited. ....	2781
Ogilvy Realty Corporation, Limited. ....	2782
Regency Holdings Ltd. ....	2781

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gravel vs Lessard. ....	2768
Lafontaine vs Roy. ....	2768

### ORDER IN COUNCIL:

1801 — Concerning the Corporation Tax Act. ....	2768
1884 — Manufacturing of paper boxes in the Province. ....	2769

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2763

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Algro Girls' Wear Co. (Distribution of the Assets). ....	2779
Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond et District (Formation). ....	2780
Association des Propriétaires de Taxi de St-Jérôme (Formation). ....	2777
School Commission of Rouyn (Drawing of Bonds). ....	2778
L'Abeille (Foundation). ....	2780
L'Association des Distributeurs d'Huile à Chauffage, Incorporés de Montréal — Fuel Oil Distributors of Montreal, Incorporated (Formation). ....	2778
L'Association des Employés de Maxime Footwear Company Limited (Formation). ....	2780
Le Syndicat de l'U.C.C. de Grondines (Formation). ....	2779
Le Syndicat National des Employés de la Shawinigan Foundries Limited — Shawinigan (Formation). ....	2779
Syndicat Coopératif d'Ecurie de St-Léonard (Foundation). ....	2778
Syndicat Local des Employés de l'Abattoir de Princeville (Formation). ....	2779
Syndicat National des Employés de Back River Power Co. (Formation). ....	2777
The Employees Association of Elmhurst Dairy Limited (Formation). ....	2779
The Shawinigan Water & Power Company (Construction of a Hydro-Electric). ....	2777
Union des Employés Municipaux de Ste-Agathe des Monts (Formation). ....	2778

### BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session. ....	2780
--	------

### CHARTERS — SURRENDER OF:

Atlas Roll Leaf Corporation (Canada). ....	2780
General Stevedoring Company of Canada Limited. ....	2781
Ogilvy Realty Corporation, Limited. ....	2782
Regency Holdings Ltd. ....	2781

St. Lawrence Land Company. ....	2781	St. Lawrence Land Company. ....	2781
Youth Bureau. ....	2781	Youth Bureau. ....	2781
<b>COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:</b>		<b>COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:</b>	
Kurt Salmon Associates, Inc.. ....	2782	Kurt Salmon Associates, Inc.. ....	2782
<b>DEMANDE A LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATION TO LEGISLATURE:</b>	
Larocque, Lucien <i>et vir</i> . . . . .	2782	Larocque, Lucien <i>et vir</i> . . . . .	2782
<b>DEPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AFFAIRES MUNICIPALES:</b>		<b>MUNICIPAL AFFAIRS:</b>	
Côteau du Lac, munic. de. ....	2783	Côteau du Lac, munic. of. . . . .	2783
Côteau du Lac, village de. ....	2783	Côteau du Lac, village of . . . . .	2783
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac-St-Jean . . . . .	2783	Farmers' Club of the parish of Notre-Dame-du-Lac-St-Jean . . . . .	2783
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 1-48A — Montréal. . . . .	2790	Order No. 1-48A — Montreal. . . . .	2790
Ordonnance N° 2-48 — Québec (Correction). . . . .	2783	Order No. 2-48 — Quebec (Correction) . . . . .	2783
Ordonnance N° 12-48 — Grand'Mère (Correction). . . . .	2784	Order No. 12-48 — Grand'Mère (Correction). . . . .	2784
Ordonnance N° 15-48 — St-Jérôme (Correction). . . . .	2785	Order No. 15-48 — St-Jérôme (Correction) . . . . .	2785
Ordonnance N° 29-48 — Cowansville (Correction). . . . .	2786	Order No. 29-48 — Cowansville (Correction). . . . .	2786
Ordonnance N° 47-Sp-IX — Québec (Correction). . . . .	2787	Order No. 47-Sp-IX — Quebec (Correction). . . . .	2787
Ordonnance N° 59-48 — Waterloo (Correction). . . . .	2788	Order No. 59-48 — Waterloo (Correction) . . . . .	2788
Ordonnance N° 69-48 — Arthabaska (Correction). . . . .	2789	Order No. 69-48 — Arthabaska (Correction). . . . .	2789
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Ayer's Cliff, munic. scolaire protestante de. . . . .	2792	Ayer's Cliff, Protestant school munic. of. . . . .	2792
St-Télesphore, munic. scolaire de. . . . .	2792	St-Télesphore, school munic. of. . . . .	2792
<b>TERRES ET FORETS:</b>		<b>LANDS AND FORESTS:</b>	
Jonquière, canton de . . . . .	2792	Jonquière, township of . . . . .	2792
St-Colomb de Sillery, paroisse de. . . . .	2792	St-Colomb de Sillery, parish of . . . . .	2792
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Airêté en conseil N° 1771, section "A" — Commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis (Erratum). . . . .	2810	Order in Council No. 1771, part "A" — Wholesale food trade in the cities of Quebec and Lévis (Erratum) . . . . .	2810
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval (Modification). . . . .	2811	Barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval (Amendment). . . . .	2811
Métiers de l'imprimerie dans la région de Québec (Avis). . . . .	2811	Printing trades in the district of Quebec (Notice). . . . .	2811
<b>EXAMENS DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATIONS:</b>	
Bas St-Laurent: étude du droit. . . . .	2793	Lower St. Lawrence: study of law. . . . .	2793
<b>GREFFES DE NOTAIRES:</b>		<b>NOTARIAL RECORDS:</b>	
Beaudry, Alfred (Correction). . . . .	2793	Beaudry, Alfred (Correction). . . . .	2793
Cardinal, J.-Emilien, en faveur de. . . . .	2793	Cardinal, J.-Emilien, in favour of. . . . .	2793
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Baie St-Paul Plywoods & Box Manufacturing Co. Ltd. . . . .	2764	Baie St-Paul Plywoods & Box Manufacturing Co. Ltd. . . . .	2764

Bruwood Inc. . . . .	2765	Bruwood Inc. . . . .	2765 <sup>5</sup>
Buffalo Shoe Inc. . . . .	2765	Buffalo Shoe Inc. . . . .	2765 <sup>5</sup>
Colonie "Les Bosquets Albert Hudon". . . . .	2765	Colonie "Les Bosquets Albert Hudon". . . . .	2765 <sup>5</sup>
Grondin & Savary Limitée. . . . .	2766	Grondin & Savary Limitée. . . . .	2766 <sup>6</sup>
Nerom Hosiery (Quebec) Limited. . . . .	2766	Nerom Hosiery (Quebec) Limited. . . . .	2766 <sup>6</sup>
Paspébiac Amusement Co. Ltée. . . . .	2766	Paspébiac Amusement Co. Ltée. . . . .	2766
Screen-Tex Inc. . . . .	2767	Screen-Tex Inc. . . . .	2767
The Kiwanis Club of Waterloo Incorporated. . . . .	2767	The Kiwanis Club of Waterloo Incorporated. . . . .	2767
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses. . . . .	2793	Miscellaneous . . . . .	2793
<b>ORDRE DE COUR:</b>		<b>RULE OF COURT:</b>	
Péloquin vs Beaulac. . . . .	2794	Péloquin vs Beaulac. . . . .	2794
<b>PROCLAMATIONS:</b>		<b>PROCLAMATIONS:</b>	
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton Chapais . . . . .	2799	Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township Chapais . . . . .	2799
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton Dasserat. . . . .	2798	Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township Dasserat. . . . .	2798
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton Gagnon . . . . .	2797	Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township Gagnon. . . . .	2797
Concernant l'érection de la municipalité de Lanoraie-d'Autray . . . . .	2795	Concerning the erection of the municipality of Lanoraie-d'Autray. . . . .	2795
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires. . . . .	2794	Convocation of the Legislature for the dispatch of business . . . . .	2794
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICES:</b>	
Laurentide Laces Inc. . . . .	2800	Laurentide Laces Inc. . . . .	2800
Northern Amusement & Supply Co. Ltd . . . . .	2800	Northern Amusement & Supply Co. Ltd. . . . .	2800
Stanley Linings (Canada) Limited . . . . .	2800	Stanley Linings (Canada) Limited . . . . .	2800
<b>SOUSSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke . . . . .	2801	Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke . . . . .	2801
La Malbaie, village de. . . . .	2804	La Malbaie, village of. . . . .	2804
Laterrière, village de . . . . .	2805	Laterrière, village of . . . . .	2805
Laval-des-Rapides, ville de. . . . .	2802	Laval-des-Rapides, town of . . . . .	2802
St-Hubert, paroisse de. . . . .	2804	St-Hubert, parish of. . . . .	2804
St-Joseph-de-Coleraine, paroisse de. . . . .	2803	St-Joseph-de-Coleraine, parish of . . . . .	2803
<b>VENTES PAR LICITATION:</b>		<b>SALES BY LICITATION:</b>	
Deschamps, René. . . . .	2807	Deschamps, René. . . . .	2807
Laframboise vs Héritiers Calixte Laframboise et al. . . . .	2805	Laframboise vs Heirs of Laframboise et al. . . . .	2805
<b>VENTE POUR TAXES:</b>		<b>SALE FOR TAXES:</b>	
Lennoxville, ville de. . . . .	2808	Lennoxville, town of . . . . .	2808
Outremont, cité de. . . . .	2808	Outremont, city of. . . . .	2808
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Ville de Pointe Claire vs Ewing et al. . . . .	2809	Town of Pointe Claire vs Ewing et al. . . . .	2809

20633-o

20633-o